



ALLIANCES ET SORORITÉ FEMMES ALGÉRIE MALI

Guide Juridique

Pour la défense des droits humains
et des droits des femmes en particulier

Aicha Zinai

CISP | COMITATO INTERNAZIONALE PER LO
SVILUPPO DEI POPOLI

GUIDE JURIDIQUE

Pour la défense des Droits Humains
et des Droits des Femmes en particulier

Aïcha ZINAÏ

TABLE DES MATIÈRES

Ce guide, pourquoi ?	00
Qui a initié ce guide ?.....	00
Qui sont les défenseur.e.s des droits humains (DDH).....	00
Quel est le statut des ONG dans le système international et africain des Droits de l'Homme.	00
En quoi les femmes défenseuses des Droits Humains sont dans une situation particulière ?	00
Comment prévenir les cas de violence et de répression auxquels font face, les femmes défenseuses des droits ?	00
Comment organiser au plan juridique la protection et la défense des femmes défenseuses des droits.....	00
Puiser dans le cadre juridique et institutionnel nationale en lien avec l'action militante des DDH.....	00
<i>La Constitution</i>	00
<i>Les mécanismes institutionnels de protection et de promotion des Droits de l'Homme et des citoyen.n.es</i>	00
<i>Les lois nationales</i>	00
Puiser dans les dispositions consacrées au plan international et régional (africain) :	00
<i>Plan international</i>	00
<i>Plan régional africain</i>	00
Instruments et mécanismes spécifiques à la protection des femmes défenseuses.....	00
La convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	00

POURQUOI CE GUIDE ?

Le Guide est destiné aux personnes et organismes de la société civile activant en matière de droits humains. Et qui, dans leurs activités militantes au quotidien, font face à des contraintes, voire des représailles. Une attention particulière est accordée aux femmes défenseuses par rapport aux spécificités de genre liées à leurs rôle et statut dans la société.

Ce guide a pour objectif de fournir à ces membres de la société civile, des indications

d'ordres juridique et institutionnel utiles pour la prise en charge des questions de défense et de protection des défenseur.e.s des droits humains.

À ce titre, ce guide se réfère aux rapports issus principalement des mécanismes de protection des droits humains dont ceux dédiés à la protection des défenseur.e.s des droits humains et plus spécifiquement ceux des femmes.

QUI A INITIÉ CE GUIDE ?

Ce guide est élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du projet «Haoua» : « Alliances et sororité des défenseur.e.s des droits des femmes pour la défense et la promotion des droits des femmes au Mali et en Algérie ». Ce projet est mis en œuvre par Comitato Internazionale

per lo Sviluppo dei Popoli [C.I.S.P], en partenariat avec deux associations algériennes que sont Femmes Algériennes Revendiquant leurs Droits [FARD], et SOS Femmes en Détresse [SOS FED]

QUI SONT LES DÉFENSEUR.E.S DES DROITS HUMAINS (DDH)

Dans le vocabulaire onusien, le/la défenseur(e) (DDH) des droits humains est défini comme étant « *toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, œuvre à la promotion ou à la protection des droits de l'homme* ».

Le premier instrument international ayant institué le statut de défenseur(e) des droits humains est la « *Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits*

de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus » connue sous le nom de déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme. Celle-ci définit les DDH dans son préambule comme étant les « *individus, groupes et associations qui contribuent à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes* ». Il est donc possible

de lister, mais de façon non exhaustive les catégories suivantes :

- Les organisations non gouvernementales internationales « ONG » (Exemple : Amnesty International) et parmi elles celles qui sont spécialisées (Exemple : Médecins sans frontières, reporters sans frontières, Commission internationale des juristes) ;
- Les réseaux et fédérations internationaux et régionaux de défense des DH (Exemple: FIDH, réseau ouest-africain des défenseurs des droits de l'homme) ;
- Les associations, ligues nationales et locales (exemple: les ligues algériennes de défense des DH) ;

- Les individus (femmes et hommes) actifs qui sont souvent des avocat.e.s, juristes et des syndicalistes ou du secteur privé.

Cependant ce qui caractérise le plus un(e) DDH c'est la nature de son action, et son engagement pour cette action. Il s'agit ici de l'engagement pour la promotion et la protection des droits humains tel qu'énoncé dans les instruments internationaux et régionaux des droits de l'homme.

Les DDH exercent souvent leur travail dans le cadre du bénévolat mis à part les fonctionnaires des ONG et certaines associations qui le font à titre professionnel.

QUEL EST LE STATUT DES ONG DANS LE SYSTÈME INTERNATIONAL ET AFRICAIN DES DROITS DE L'HOMME ?

Il est utile de rappeler ce qu'est le statut des ONG afin de qualifier les DDH. Dans la littérature onusienne, la société civile comprend les organisations non gouvernementales (ONG) et les Organisations de la société civile (OSC). La société civile est considérée comme étant le troisième secteur au sein de l'État ou de la société composant ainsi avec le gouvernement (premier secteur) et secteur privé (deuxième secteur).

Les ONG sont en mesure de participer aux travaux des mécanismes des Nations unies pertinents. Elles peuvent obtenir le statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC). Elles peuvent l'obtenir également via le département de la communication globale des Nations unies¹.

Le statut consultatif requiert des conditions particulières. Elles sont précisées dans un guide mis à la disposition des ONG par les Nations unies :

Les lignes directrices sur la liberté d'association et de réunion, en Afrique² définissent la société civile comme suit : « *La société civile se compose d'associations formelles et informelles indépendantes de l'État à travers lesquelles les citoyens peuvent poursuivre des buts communs et participer à la vie politique, sociale et culturelle de leur société et être impliqués dans toutes les affaires concernant la politique générale et les affaires publiques* ».

L'association quant à elle, est définie comme : « *un organisme indépendant, organisé et sans but lucratif qui repose sur le regroupement volontaire de personnes ayant un intérêt, une activité ou un objectif commun. Une telle association peut être formelle (de jure) ou informelle (de facto). (a) Une association formelle (de jure) est une association dotée d'une personnalité juridique. (b) Une association informelle (de facto) est une association qui n'a pas de personnalité juridique, mais qui a néanmoins une forme ou une structure institutionnelle* ».

http://csonet.org/content/documents/French_Booklet_High.pdf

¹ <https://www.un.org/fr/sections/departments/departement-global-communications/>

² http://www.redhac.info/documents/Rapport_REDHAC_FRANCAIS.pdf

EN QUOI LES FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS SONT-ELLES DANS UNE SITUATION PARTICULIÈRE ?

La situation spécifique des femmes DDH a fait l'objet de rapports spécifiques établis par les représentant(e)s spéciaux sur la situation des DDH.

En 2011, madame Margaret Sekaggya en sa qualité de rapporteure spéciale sur la situation des DDH, a présenté son rapport intitulé « les femmes défenseures des droits humains : cible manifeste de la violence et de la répression », au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies. Son rapport était essentiellement axé sur la situation des femmes qui œuvrent en faveur des droits humains dont les droits des femmes, ou qui s'occupent de questions liées au genre.

Le rapport fait état de menaces de mort et d'assassinats, d'arrestations, de détentions et d'incriminations, de stigmatisations et de violences sexuelles et viols (100 signalements entre 2004 et 2009).

Le rapport mentionne spécialement les risques encourus par les femmes syndicalistes, les militantes des droits des autochtones et ceux des droits fonciers et environnementaux. M. Michel Forst en sa qualité de rapporteur spéciale sur la situation des DDH, établit en 2019 un rapport spécifiquement dédié à la situation des femmes intitulé « Situation des femmes défenseures des droits humains ». Il précise que ces défenseures sont attaquées pour des raisons multiples et complexes qui relèvent des contextes particuliers dans lesquelles elles agissent. Et que leurs actions sont souvent perçues comme des entraves aux systèmes patriarcaux et hétéronormatifs, ce qui les expose à des menaces et attaques multiples.

(cf. http://www.adequations.org/IMG/article_PDF/article_a2540.pdf)

Dans son rapport M. Forst met l'accent principalement sur les risques et les obstacles supplémentaires auxquels font face les femmes défenseures des DH du fait de leur sexe. Il met également en relief l'importance de leur contribution à la promotion et à la protection des DH.

Il décrit de ce fait, les conditions difficiles dans lesquelles elles travaillent, tout en analysant les incidences du patriarcat et de l'hétéronormativité, de l'idéologie sexiste, des fondamentalismes, de la militarisation, de la mondialisation et des politiques néolibérales sur les droits de ces défenseures.

Le statut de ces femmes dans la société est strictement lié à des normes socioculturelles, voire religieuses, dans plusieurs régions du monde.

De plus leurs responsabilités familiales notamment celles qui s'inscrivent dans le cadre de ce qu'on appelle « *le travail du care*³ » aggravent leur exposition et entravent leur activité.

De ce fait, la protection des femmes DDH requiert une attention particulière et appropriée. C'est ce qui a amené les différents systèmes de DH à établir des instruments et des mécanismes de protection spécifiques aux femmes DDH. Pour cette raison, ce guide accorde une attention particulière aux femmes DDH.

Berta Cáceres, éminente DDH travaillant dans le domaine de l'environnement, a été abattue le 2 mars 2016 par des hommes armés qui ont fait irruption à son domicile, semble-t-il, en lien avec son action en faveur des droits humains (cf. <https://www.amnesty.org/download/Documents/ACT3060112017FRENCH.PDF>)

³ Activités de soins et prise en charge de la famille.

COMMENT PRÉVENIR LES CAS DE VIOLENCE ET DE RÉPRESSION AUXQUELS FONT FACE LES FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS ?

Les femmes DDH, comme souligné dans le point ci-dessus, font face aux risques de violence et de répression qui entraveraient leurs actions militantes. Sont également mises en lumière les causes de ces violences. Il est nécessaire au cours de la préparation de l'action d'analyser le contexte et les parties prenantes afin de repérer les risques de dangers possibles.

Comprendre le risque de recours à la violence et à la répression :

- Quels sont les intérêts de ceux qui s'opposeraient à l'action ?

- Comment vont-ils réagir ?

Anticiper :

- Quelles sont les ressources juridiques légales et réglementaires en faveur de l'action envisagée ?
- Quelles sont les ressources juridiques et institutionnelles qui protègent les militants des DDH notamment les femmes ?

COMMENT ORGANISER AU PLAN JURIDIQUE LA PROTECTION ET LA DÉFENSE DES FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS

Puiser dans le cadre juridique et institutionnel national en lien avec l'action militante des DDH.

La Constitution

Le dispositif juridique relatif aux garanties des droits humains en Algérie repose principalement sur les dispositions de la Constitution, les traités internationaux et régionaux auxquels l'État est partie.

Il est à souligner que le principe de la primauté des engagements internationaux sur les lois nationales est adopté par l'État algérien et énoncé dans la Constitution à l'article 150.

La Constitution algérienne consacre l'égalité entre les citoyens et les citoyennes dans tous les domaines et face à la loi. Cela est énoncé aux articles suivants :

- L'article 32 : Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune

discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toutes autres condition ou circonstance personnelle ou sociale »

- L'article 34 : Les institutions ont pour finalité d'assurer l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens et citoyennes en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous, à la vie politique, économique, sociale et culturelle.
- L'article 35 : L'État œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les

modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique.

- L'article 36 : L'État œuvre à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi. L'État encourage la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques ainsi qu'au niveau des entreprises.
- La Constitution garantit le droit de créer des associations et énonce l'encouragement par l'État de l'épanouissement du mouvement associatif (article 54).
- De même le droit syndical est garanti (Article 70).
- L'article 38 stipule que les libertés fondamentales et les droits de l'homme et du Citoyen sont garantis ;
- La défense individuelle ou associative des droits fondamentaux de l'Homme ainsi que des libertés individuelles et collectives est garantie (Article 39) ;
- À l'article 40, il est précisé que l'État garantit l'inviolabilité de la personne humaine, que toute forme de violence physique ou morale ou d'atteinte à la dignité est proscrire. Les traitements cruels, inhumains ou dégradants sont réprimés par la loi physique ou morale ou d'atteinte à la dignité est proscrire. Et que les traitements cruels, inhumains ou dégradants sont réprimés par la loi.
- L'État garantit l'inviolabilité de la personne humaine.
- La liberté d'opinion est garantie par les dispositions de l'article 42. Et à l'article 48 il est question de garantie des libertés d'expression, d'association et de réunion et de manifestation pacifique.
- L'article 169 énonce la reconnaissance du droit à la défense ; et l'avocat bénéficie de garanties légales qui lui assurent une protection contre toute forme de pression et lui permettent le libre exercice de sa profession, dans le cadre de la loi (article 170).

Le projet de nouvelle Constitution de 2020 prévoit le renforcement des garanties de l'exercice des libertés de réunion et de rassemble-

ment publics ; et de la liberté de création et de fonctionnement des associations.

Les dispositions du projet de cette Constitution prévoient des mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violence. Il est question de renforcer « *la protection des femmes contre toute forme de violence et l'accès des femmes victimes de violence aux structures d'accueil et aux dispositifs de prise en charge et aux voies de recours* ».

Les mécanismes institutionnels de protection et de promotion des droits de l'homme et des citoyen.nes

Le Conseil d'État et le tribunal administratif

Le Conseil d'État est un organe régissant les activités des juridictions administratives, relevant de l'autorité judiciaire, garantissant l'unification de la jurisprudence administrative dans le pays et veillant au respect de la loi :

- Il statue en premier et dernier lieu sur les recours en annulation, les recours en interprétation et les recours en appréciation de la légalité contre les décisions administratives rendues par les autorités administratives centrales et les instances publiques nationales et les organisations professionnelles nationales.
- Il est également compétent pour statuer sur les appels introduits contre les jugements et ordonnances rendus par les juridictions administratives, de même qu'il statue sur les pourvois en cassation contre les sentences rendues en dernier ressort par les juridictions administratives.

Les tribunaux administratifs sont les juridictions de tutelle générale dans les contentieux administratifs statuant en première instance d'un jugement susceptible d'appel devant le Conseil d'État dans toutes les matières où sont parties l'État ou la wilaya ou la commune ou l'une des instances publiques à caractère administratif. Ils sont compétents pour statuer sur les recours en annulation, les recours en interprétation, les recours en appréciation de la légalité et les recours de pleine juridiction (pour plus de précisions, voir : <https://www.mjjustice.dz/fr/lordre-judiciaire-administratif/>).

Le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)

institué par le Décret présidentiel n° 17-76 12 février 2017 conformément aux 198 & 199 de la Constitution. Il est placé auprès du Président de la République. La loi n° 16-13 de novembre 2016 fixe les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement et définit son mandat : (cf. <http://cndh.org.dz>).

Le Médiateur de la République

institué par le Décret présidentiel n° 20-45 du 15 février 2020 portant institution du médiateur de la République (cf. J.O n° 9 du 19 février 2020). Il est placé auprès du Président de la République, d'où il tire son autorité.

Principaux axes du mandat selon ledit Décret :

le Médiateur de la République est une instance de recours non juridictionnelle qui contribue à la protection des droits et libertés des citoyens et à la régularité du fonctionnement des institutions et administrations publiques (article 2) ; Le médiateur de la République est doté d'attributions de suivi et de surveillance générale qui lui

permettent d'apprécier la qualité des rapports de l'administration avec les citoyens. Dans ce cadre, le médiateur de la République est saisi par toute personne physique qui, ayant épuisé tous les recours, s'estime lésée par un dysfonctionnement équipé d'un service public. (article 3) ; Le médiateur de la République ne connaît pas de recours entre les services publics et leurs agents. Il ne peut pas, en outre, intervenir dans une procédure judiciaire ou remettre en cause une décision de justice (article 4). Le médiateur de la République est doté d'attributions d'investigations lui permettant, avec la collaboration des administrations et institutions concernées, de mener les actions nécessaires à la réalisation de ses missions. Il saisit, à cet effet, toute administration ou institution en mesure d'apporter un concours utile. Il peut, également, se faire communiquer tout document ou dossier en rapport avec les actions susvisées. Sont exclus du champ d'application des dispositions du présent article les domaines liés à la sûreté de l'État, à la défense nationale et à la politique extérieure (article 5) Le service public saisi par le médiateur de la République est tenu d'apporter, dans les délais raisonnables, toutes les réponses aux questions posées (article 9).

Le médiateur de la République peut, lorsqu'il n'obtient pas de réponse satisfaisante à ses demandes, saisir le Président de la République (article 10).

LOIS NATIONALES

La loi relative aux associations

Elles sont régies par la loi n° 12-06 relative aux associations⁴.

Cette loi détermine les conditions et les modalités de constitution, d'organisation et de fonctionnement des associations

L'association est définie comme étant un regroupement de personnes physiques et/ou de

personnes morales sur une base contractuelle à durée déterminée ou non déterminée. Ces personnes⁵ se réunissent dans ce regroupement autour d'objectifs non lucratifs et de façon bénévole.

Cette loi exige que l'objet de l'association soit défini avec précision et que sa dénomination soit pertinente avec cet objet. Et définit les domaines suivants pour les activités associatives :

« Ces personnes mettent en commun, bénévolement et dans un but non lucratif, leurs connaissances et leurs moyens pour promouvoir et encourager les activités dans les domaines, notamment,

⁴ La présente loi est en cours de révision. L'annonce de sa révision s'est faite en 2019 ; il est prévu selon la déclaration des responsables un assouplissement des procédures requises pour sa constitution et son fonctionnement eu égard aux appels lancés par les acteurs associatif par rapport aux contraintes qu'ils subissent. Le projet de réforme de cette loi prévoit, également, une reconnaissance des associations des droits de l'homme et la promotion de la citoyenneté. Et la consécration des « principes démocratiques et le respect des libertés fondamentales » dans la gestion des associations ainsi que la prise en compte des principes de non-discrimination.

⁵ Les personnes physiques doivent être âgées de plus de 18 ans, être de nationalité algérienne, jouir de leurs droits civils, civiques et politiques, ne pas avoir de condamnation pour crime / délit incompatible avec l'objet de l'association.

professionnel, social, scientifique, religieux, éducatif, culturel, sportif, environnemental, caritatif et humanitaire. »

Il est précisé également que « *l'objet et les buts de ses activités doivent s'inscrire dans l'intérêt général et ne pas être contraires aux constantes et aux valeurs nationales ainsi qu'à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux dispositions des lois et règlements en vigueur* ».

La loi 12-06 définit la Fondation à l'article 49, comme étant : « *Une institution à caractère privé créée à l'initiative d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales par la dévolution d'un fonds ou de biens ou de droits destinés à promouvoir une œuvre ou des activités spécifiquement définies* ».

Elle est créée par acte notarié. Son objet ne doit pas être contraire à l'ordre public ou porter atteinte aux valeurs et aux constantes nationales.

La fondation est en mesure de recevoir des dons et des legs conformément à la législation en vigueur.

La fondation peut être considérée / réputée comme association selon l'esprit de cette loi si elle est déclarée auprès de l'autorité publique compétente. Le cas échéant, elle demeure régie par les règles de droit commun (article 51).

Conditions administratives requises pour la création de l'association

- Déclaration de réunion publique auprès du service compétent de la wilaya, lieu de la tenue de réunion conformément aux dispositions de la loi 89-28 du 31 décembre 1989 modifiée complétée relative aux réunions et manifestations publiques ;
- Tenue d'une assemblée générale constitutive réunissant 25 membres fondateurs, issus de 12 wilayas au moins, pour les associations nationales. 21 membres fondateurs, issus de 03 wilayas au moins, pour les associations inter wilayas. 15 membres pour les associations de wilaya, issus de deux communes au moins. 10 pour les associations communales.
- Ordre du jour : adoption du statut⁶ et élection de l'organe exécutif.

Les réunions associatives sont soumises aux mesures suivantes

- Dépôt d'une déclaration signée par trois personnes domiciliées dans la wilaya

concernée et jouissant de leurs droits civiques et civils, auprès de la wilaya concernée.

- La déclaration doit indiquer l'objet, le jour, l'heure, la durée de la réunion et le nombre des participants.
- La déclaration est faite trois jours francs au moins avant la date de la réunion, auprès du wali de la wilaya concernée.

Un récépissé, signé par le wali, est remis aux organisateurs.

L'article 16 stipule l'interdiction de l'ingérence des personnes physiques ou morales étrangères dans le fonctionnement de l'association.

Une fois agréée, l'association acquiert la personnalité morale et la capacité civile. Cela lui donne accès à, notamment, entreprendre toutes les procédures devant les juridictions compétentes, entreprendre des partenariats avec les pouvoirs publics (Art 17).

L'association est tenue de transmettre à l'issue de chaque assemblée générale ordinaire et extraordinaire à l'administration compétente une copie du PV de la réunion ainsi que les rapports moraux et financiers annuels (dans les 30 jours qui suivent leur adoption (Art 19).

Les associations agréées sont en mesure d'adhérer à des associations étrangères dans le cadre du respect des valeurs dans les constantes nationales et dispositions législatives et réglementaires en vigueur (article 22). Le ministre de l'Intérieur⁷ est informé de cette adhésion ; ce dernier est tenu par l'avis préalable du ministère des Affaires étrangères.

Dans le même cadre, les associations peuvent établir des partenariats avec des associations étrangères et organisations non gouvernementales internationales, après avoir obtenu l'aval des autorités compétentes (article 23).

Il est interdit aux associations de recevoir des fonds provenant des légations et organisations non gouvernementales étrangères sans l'accord préalable de l'autorité compétente (30).

Les ressources et revenus des associations doivent être inscrits au compte recettes du budget de l'association.

⁷ Le ministre de l'Intérieur se réserve un délai de 60 jours pour faire connaître sa décision motivée. En cas de rejet, sa décision est susceptible de recours devant la juridiction administrative compétente qui doit statuer sur le projet d'adhésion dans un délai de 30 jours.

⁶ Statut type mis à disposition pour l'association par l'administration <https://www.interieur.gov.dz/images/pdf/StatAsso0212.pdf>

Caractéristiques de l'association étrangère au sens de la présente loi

- Avoir son siège à l'étranger où elle a été et est agréée et reconnue ;
- Être dirigée totalement ou partiellement par des étrangers ;
- Avoir des personnes physiques étrangères comme fondateurs.

L'agrément de l'association étrangère est soumis à l'aval préalable du ministre de l'Intérieur qui devra lui-même avoir l'avis du ministère des Affaires étrangères et le ministre en charge du secteur associatif.

L'agrément d'une association étrangère s'inscrit dans le cadre d'un accord entre le gouvernement algérien et le gouvernement du pays d'origine de l'association pour la promotion de l'amitié et de la fraternité (article 63)

L'agrément peut être suspendu⁸ ou retiré par décision du ministre de l'Intérieur « lorsque cette dernière exerce des activités autres que celles prévues par ses statuts ou se livre à une ingérence caractérisée dans les affaires du pays hôte ou que son activité est de nature à porter atteinte : à la souveraineté nationale ; à l'ordre institutionnel établi ; à l'unité nationale ou à l'intégrité du territoire national ; à l'ordre public et aux bonnes mœurs ; aux valeurs civilisationnelles du peuple algérien ». L'association étrangère doit également disposer d'un compte ouvert auprès d'une banque locale⁹.

L'association reconnue comme étant d'utilité générale et/ ou d'utilité publique, l'administration peut bénéficier de la subvention de la wilaya ou de la commune, de l'appui financier. L'association est tenue selon l'article 38 par l'adoption d'une comptabilité à partie double validée par un commissaire aux comptes.

L'article 39 prévoit la suspension ou la dissolution de l'association en cas d'ingérence dans les affaires internes du pays où atteinte à la souveraineté nationale¹⁰.

Quant à la dissolution, elle peut être volontaire ou par voie judiciaire, via le tribunal adminis-

8 La suspension ne peut pas excéder une année (Art.68)-le retrait entraîne la dissolution de l'association.

En cas de suspension ou de retrait d'agrément, l'association dispose d'un délai de quatre (4) mois pour intenter devant la juridiction administrative compétente, un recours en annulation de la décision administrative (Art 69).

Les financements reçus par l'association étrangère en provenance de l'extérieur pour la couverture de ses activités et dont le montant peut faire l'objet d'un plafonnement défini par voie réglementaire, obéissent à la législation des changes.

9 ????

10 La suspension pour une période qui ne peut excéder 6 mois en cas de violation des articles 15, 18, 19, 28, 30, 55, 55,60 et 63 de la présente loi (Art 40).

tratif lorsque l'association a exercé une / des activités en dehors de celles prévues par son statut ou reçu des fonds étrangers (cf. Article 30).

Les juridictions et institutions nationales compétentes en cas de litige avec l'autorité publique concernée (le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales) sont :

- Le tribunal administratif / Le Conseil d'État ;
- Les institutions de protection et de promotion des droits de l'homme et des citoyens.es¹¹ (cf. Chapitre A).

La loi relative aux syndicats

L'exercice du droit syndical est régi par la loi n° 90 -14 du 02 juin 1990. Cette loi définit les modalités d'exercice de ce droit pour tous les travailleurs salariés et employeurs. Ces derniers, lorsqu'ils sont de même profession, ou secteur d'activités peuvent se constituer en organisations syndicales dans le but de défendre leurs intérêts matériels et moraux. De ce fait, travailleurs salariés et employeurs ont le droit de fonder et d'adhérer à des organisations syndicales existantes à condition de se conformer aux lois en vigueur afférentes à ces organisations. Les mêmes dispositions s'appliquent aux unions, fédérations et confédérations syndicales.

L'article 5 de cette loi stipule que les organisations syndicales sont autonomes et distinctes par leur objet et dénomination de toute association à caractère politique et précise « Elles ne peuvent entretenir avec elles aucune relation qu'elle soit organique ou structurelle, ni recevoir de subventions, dons et legs sous quelque forme que ce soit de leur part, ni participer à leur financement, sous peine de l'application des dispositions prévues aux articles 27 et 30 de la présente loi » – cf. applications pénales au paragraphe ci-dessous.

Les conditions requises par cette loi pour le fondement des organisations syndicales sont les suivantes :

- Être titulaire de la nationalité algérienne (d'origine ou acquise depuis 10 ans au moins) ;
- Jouir des droits civils et civiques ;
- Être majeur(e) ;

11 Ces mécanismes sont saisis après avoir épuisé tous les recours auprès des instances et juridictions compétentes.

- Ne pas avoir eu un comportement contraire à la Guerre de la libération.

L'organisation syndicale se constitue à l'issue d'une AG constitutive et elle sera déclarée constituée après dépôt d'une déclaration de constitution accompagnée d'un dossier¹² auprès de l'autorité publique concernée¹³ et après délivrance d'un récépissé. Elle acquiert ainsi la personnalité morale et la capacité civile qui lui ouvre droit à :

- Ester en justice et exercer devant les juridictions compétentes les droits réservés à la partie civile en conséquence de faits en rapport avec son objet et ayant porté préjudice aux intérêts individuels ou collectifs, moraux et matériels de ses membres ;
- représenter ses membres devant toutes les autorités publiques ;
- conclure tout contrat, convention ou accord en rapport avec son objet ;
- acquérir, à titre gracieux ou onéreux, des biens meubles ou immeubles pour l'exercice de ses activités prévues par son statut et son règlement intérieur.

L'article 15 de cette loi stipule que « *Sauf dans les cas expressément prévus par la loi, il est interdit à toute personne morale ou physique de s'ingérer dans le fonctionnement d'une organisation syndicale* ».

Dans le cadre de cette loi, les organisations syndicales sont en mesure d'adhérer à des organisations syndicales internationales, régionales. Toutefois, à l'article 26, il est précisé que les dons et legs d'organisations syndicales ou d'organismes étrangers ne sont recevables qu'après accord de l'autorité publique concernée¹⁴.

La dissolution de l'organisation syndicale peut être volontaire ou par voie judiciaire¹⁵ sous requête de l'autorité publique concernée.

L'article 22 stipule qu'il « *est interdit aux organisations syndicales d'introduire dans leurs statuts ou de pratiquer toute discrimination entre leurs membres de nature à porter atteinte à leurs libertés fondamentales* ».

La présente loi offre des facilités aux délégués syndicaux ; ces derniers ont le droit de disposer, mensuellement d'un crédit de 10 heures payées comme temps de travail pour l'exercice de leur mandat. De même, le temps passé par les délégués syndicaux aux réunions convoquées à l'initiative de l'employeur ou acceptées par celui-ci à leur demande, n'est pas pris en compte pour le calcul du crédit horaire mensuel alloué ; idem pour les absences autorisées par l'employeur pour leur permettre de participer aux activités et à la formation.

L'employeur est tenu par la présente loi (article 48) de fournir la logistique nécessaire pour la tenue de réunions et un local approprié pour les organisations avec plus de 150 membres.

L'article 49 énonce la possibilité de bénéficier des subventions de l'État pour les organisations syndicales de travailleurs salariés les plus représentatives au niveau national.

Des mesures de protection sont également prévues par cette loi dont l'interdiction de la discrimination, des pressions sur les travailleurs, du licenciement abusif¹⁶, révocation mutation ou autre sanction disciplinaire en raison des activités syndicales (Art 50 et 51, 53).

Il est à relever que la présente loi est en cours de révision en vue de – selon les responsables

12 Comprenant la liste nominative, la signature, l'état civil, la profession, le domicile des membres fondateurs et des organes de direction et d'administration ; deux exemplaires certifiés conformes des statuts ; le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive

13 Le wali de la wilaya du siège, pour les organisations syndicales à vocation communale, intercommunale ou wilaya – le ministre chargé du Travail, pour les organisations syndicales à vocation inter wilaya ou nationales.

14 L'autorité publique vérifie l'origine, le montant, la compatibilité avec le but assigné par les statuts de l'organisation syndicale et les contraintes qu'ils peuvent faire naître sur elle

15 Sur requête de l'autorité publique concernée et dans les conditions prévues par cette loi, les juridictions compétentes peuvent prononcer la suspension de toute activité de l'organisation syndicale et la mise sous scellés de ses biens (Art. 27).- La dissolution de l'organisation syndicale par voie judiciaire peut être requise auprès des juridictions compétentes lorsqu'elle exerce une activité qui contrevient aux lois en vigueur, autre que celles prévues dans ses statuts (Art 30)

16 L'article 56 stipule Tout licenciement d'un délégué syndical intervenu en violation des dispositions de la présente loi est nul et de nul effet. L'intéressé est réintégré dans son poste de travail et rétabli dans ses droits sur demande de l'inspecteur du travail dès que l'infraction est confirmée par ce dernier. En cas de refus manifeste de l'employeur de s'y conformer dans un délai de huit jours, l'inspecteur du Travail dresse un procès-verbal et en saisit la juridiction compétente qui statue par décision exécutoire dans un délai n'excédant pas les soixante jours, nonobstant opposition ou appel.

du secteur – « *consolider les libertés syndicales et promouvoir le dialogue social* ».

L'avant-projet de la nouvelle loi prévoit l'introduction de facilitations en matière de conditions de création de fédérations, d'unions et de confédérations syndicales ; Il prévoit également un renforcement de protection pour les délégués syndicaux.

La loi sur l'exercice du droit syndical est inspirée des conventions internationales issues de l'Organisation internationale du Travail (OIT) dont l'Algérie fait partie.

Instances nationales à saisir

les instances syndicales, le cas échéant, les juridictions et institutions nationales compétentes en cas de litige avec l'autorité publique concernée (le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales) : Le tribunal administratif / Le Conseil d'État.

Les institutions de protection et de promotion des droits de l'homme et des citoyens (cf. chap. A)

Le droit relatif à l'exercice de la profession d'avocat

Cette profession est régie par la loi n° 13-07 du 29 octobre 2013. Il s'agit d'une profession libérale indépendante¹⁷ qui œuvre pour « *le respect et la défense des droits de la défense. Elle concourt à l'œuvre de justice et au respect du principe de primauté du droit* » (Art 2).

L'agrément pour l'exercice de la profession est délivré par le ministère de la Justice. Le /la postulant est ainsi inscrit au niveau de l'ordre des avocats (au tableau). L'article 32 stipule : « *Nul ne peut se prévaloir de la qualité d'avocat s'il n'est inscrit au tableau des avocats sous peine de sanctions prévues par le Code pénal pour l'usurpation de fonction* ».

Après inscription à l'Ordre, le/la postulant(e) prête serment devant la cour¹⁸.

L'avocat (e) est tenu par les obligations que lui imposent les lois et règlements, les traditions et

les usages de la profession. Dans l'exercice de sa mission, il est tenu au respect envers les magistrats et les juridictions lors des audiences et est astreint au port du costume (la toge) officiel. (article 9).

Il est interdit à l'avocat de communiquer à des tiers tous renseignements ou documents relatifs à une affaire dont il a la charge ou de livrer toute polémique concernant cette affaire (article 13).

Il est tenu par le secret de son client et le secret professionnel en tout état de cause.

Il est tenu par le secret de l'instruction (Art 14). Le cabinet de l'avocat est inviolable. Toute perquisition de son cabinet ou saisie ne peut être effectuée que par le magistrat compétent en présence du bâtonnier ou de son délégué, ou après les avoir dûment avisé.

De ce fait, les actes faits dans le cadre de violation des dispositions du présent article sont frappés de nullité (article 22).

L'avocat bénéficie à l'occasion de l'exercice de sa profession de la protection absolue du caractère confidentiel des relations entre lui et ses clients ; de la garantie du secret de ses dossiers et de ses correspondances.

L'avocat ne peut être poursuivi pour ses faits, déclarations et écrits dans le cadre des débats ou de la plaidoirie à l'audience (article 24).

L'article 26 stipule que l'outrage et l'agression à l'encontre d'un avocat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions sont passibles des peines prévues par le Code pénal en rapport avec l'outrage au magistrat.

En matière de discipline, le Conseil de l'Ordre des avocats est saisi conformément aux dispositions de l'article 116.

Le règlement intérieur de la profession d'avocat est régi par l'arrêté du 19 décembre 2015 portant approbation du règlement intérieur de la profession d'avocat.

Instance nationale à saisir

Ordres des avocats / Union nationale des ordres des avocats (<http://www.unoa.dz/membres>)

¹⁷ L'accès à la profession d'avocat est subordonné à l'obtention du certificat d'aptitude à la profession (d'avocat) ; Et également à l'accomplissement d'un stage pratique dont la durée est fixée à 2 ans (Art.36) -

¹⁸ Texte du serment tel que défini à l'article 43 :

« أقسم بالله العلي العظيم أن أؤدي مهامي بأمانة و شرف، و أن أحافظ على السر المهني، و على أخلاقيات و تقاليد المهنة و أهدافها النبيلة و أن أحترم قوانين الجمهورية. »

Puiser dans les dispositions consacrées au plan international et régional (africain)

La reconnaissance du statut des DDH a été consolidée par des instruments et mécanismes pour leur protection et la protection de leur action. En plus d'instruments et mécanismes internationaux (onusiens) il existe des instruments et mécanismes régionaux.

Au plan international

L'Algérie est partie prenante de la convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et, également, de la Convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective.

La Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948¹⁹ stipule « *Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à prendre toutes mesures nécessaires et appropriées en vue d'assurer aux travailleurs et aux employeurs le libre exercice du droit syndical* ».

Application des Conventions de l'OIT

Elle est suivie par le mécanisme régulier de contrôle de l'application des normes (https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:11100:0:NO::P11100_COUNTRY_ID:102571)

La **Déclaration relative à la protection des DDH** a été établie via la résolution 53/144 adoptée le 9 décembre 1998 par l'Assemblée générale des Nations unies.

L'intitulé complet de cette déclaration est « *Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus* » (cf. https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Defenders/Declaration/declaration_fr.pdf). Cette déclaration n'est pas contraignante juridiquement, mais elle renvoie

à des droits consacrés dans des instruments internationaux, juridiquement contraignants.

La Déclaration considère que le monde devrait évoluer dans un mouvement mondial favorable aux DH. Elle cible de ce fait particulièrement les États membres des Nations unies et les DDH.

La Déclaration exhorte les États à appuyer et protéger les DDH dans le cadre de leurs activités. Et de même, exhorte les DDH de mener des activités pacifiques.

Le mécanisme du représentant(e) spécial(e) sur la situation des DDH (cf. <https://www.ohchr.org/FR/Issues/SRHRDefenders/Pages/Mandate.aspx>)

En 2000 un mécanisme, dédié au suivi et à la mise en œuvre de la Déclaration, a été mis en place par les Nations unies via la résolution de la commission des droits de l'homme 2000/61 ; Il s'agit du représentant(e) spécial(e) sur la situation des DDH²⁰.

Les principales attributions de ce mandat sont, selon ladite résolution, les suivantes :

- Solliciter, recevoir, examiner les informations concernant la situation et les droits de toute personne agissant seule ou en association avec d'autres – et y donner suite –, ainsi que promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;
- Instituer une coopération et entretenir un dialogue avec les gouvernements et d'autres acteurs intéressés, s'agissant de la promotion et de la mise en œuvre effective de la déclaration;
- Recommander des stratégies efficaces pour mieux protéger les défenseurs des droits de l'homme et donner suite à ces recommandations.

Les gouvernements sont invités par cette Résolution à coopérer avec le Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général.

19 L'Algérie a ratifié cette convention le 19 octobre 1962.

20 Mme Hina Jilani a été désignée par le SG des NU. Son mandat de quatre ans a été renouvelé en 2003 et en 2007. Deux autres représentants.e.s lui ont succédé.

Mécanismes à saisir

Les mécanismes liés au Conseil des droits de l'homme (CDH). En plus des mécanismes issus des traités de droits humains dont la ratification implique des obligations contractuelles par rapport à l'application et la mise en œuvre des dispositions des traités. (cf. traités ratifiés par l'État algérien en la matière :

<http://www.mae.gov.dz/Les-instruments-ratifies-par-lAlgerie.aspx>;

Et principaux mécanismes : <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/Pages/HumanRightsBodies.aspx>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Office des Nations Unies à Genève

814, avenue de la Paix

1211 Genève 10

Suisse

Bureau de New York

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Organisation des Nations Unies

New York, NY 10017

États-Unis d'Amérique

<https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet29fr.pdf>

Plan régional africain

La Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a établi des instruments et des mécanismes à travers des résolutions spécifiquement dédiées à la protection des DH et des DDH, dont :

- **Les Déclaration et Plan d'action de Grand Bay (Ile Maurice) de 1999** : instrument non contraignant et qui, entre autres, appelle les États membres à prendre les mesures appropriées pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les DDH.
- **La Déclaration de Kigali (Gambie) de 2003** : également non contraignante comme instrument et qui apporte une reconnaissance du rôle des organisations de la société civile et les DDH dans la protection des DH en Afrique. Et appelle les États membres et les institutions régionales à les protéger et à encourager leur participation dans les processus de prise de décision.
- **La Résolution n° 69 (CADHP/RES.69 (XXXV))** par laquelle a été créé le

mécanisme du rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les repréailles en Afrique, dont le mandat prévoit ce qui suit :

- Chercher, recevoir, examiner et agir sur l'information relative à la situation des défenseurs des droits de l'homme en Afrique;
- Présenter à chaque session ordinaire de la Commission africaine un rapport sur la situation des défenseurs des droits de l'homme en Afrique;
- Collaborer et établir le dialogue avec les États membres, les institutions nationales des droits de l'homme, les organismes intergouvernementaux, les mécanismes internationaux et régionaux de protection des défenseurs des droits de l'homme, les défenseurs des droits de l'homme et les autres partenaires;
- Élaborer et recommander des stratégies visant à mieux protéger les défenseurs des droits de l'homme et assurer le suivi de ses recommandations;
- Susciter la prise de conscience et promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'homme en Afrique.

La Résolution sur la situation des défenseurs des droits de l'homme en Afrique (CAD-HP/Rés.345 (LVIII) 2016 : La Commission via cette résolution encourage les États parties à adopter des lois spécifiques sur la protection des DDH.

La Résolution sur les de protection et de promotion du travail des femmes défenseurs des droits de l'homme – (CADHP/RES.336 (EXT.OS/XIX) -2016 : par laquelle la commission africaine reconnaît l'environnement difficile dans lequel opèrent les femmes DDH, entravé par des obstacles particuliers, tout en soulignant l'importance de la mise en œuvre par les États de la résolution des Nations unies sur les DDH /défenseurs des droits des femmes (A /RES / 68/181) de 2013.

Lignes directrices sur la liberté d'association et de réunion en Afrique

Adoptées par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en 2017 ((cf.

http://www.redhac.info/documents/Rapport_REDHAC_FRANCAIS.pdf)

Mécanismes à saisir

cf. Règlement intérieur de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples de 2020: https://www.achpr.org/public/Document/file/French/Rules%20of%20Procedure%202020_FRE.pdf

Procédure de communication : https://www.achpr.org/fr_communicationsprocedure
 PO. Box 673, Banjul - The Gambia
 Tél. : 220 392962
 Fax : 220 390764
 Email : Achpr@Achpr.Gm
 Site Web : www.achpr.org

Instruments et mécanismes spécifiques à la protection des femmes défenseures

Les principaux instruments spécifiques aux femmes DDH sont repris ci-après :

- La Résolution 68/181 sur la promotion de la Déclaration sur le Droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les Droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus : relative à la protection des défenseures des droits de l'homme/défenseurs des droits des femmes²¹ :
 - Adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 2013, dans cette résolution, l'assemblée générale a exprimé sa grande préoccupation par les violences et les atteintes notamment systématiques perpétrées contre des femmes DDH. Elle relève l'impact et le reflet des inégalités historiques et structurelles qui marquent les rapports entre femmes et hommes et engendrent la discrimination envers les femmes, dont les Femmes DDH et la stigmatisation de leur travail.

En se basant sur les principes et buts énoncés dans la charte des Nations unies ainsi que d'autres instruments pertinents notamment la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ; L'assemblée générale s'adresse à différents acteurs notamment les États et leurs institutions, les INDH, les mécanismes des Nations unies et les mécanismes régionaux à prendre en compte et en charge cette question. Elle exhorte les États à reconnaître le rôle « majeur et légitime » que les femmes DDH ainsi que les défenseurs des droits des femmes jouent en matière de promotion et de protection des DH, de la démocratie et de l'État de droit et du développement. Et elle engage les États à œuvrer avec diligence en vue de prévenir les violations faites aux femmes DDH à travers des mesures concrètes.

La CEDAW

La convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est considérée comme « la Déclaration universelle des droits humains pour les femmes », elle constitue l'accord international le plus complet, le plus global sur les droits humains pour les femmes. Elle est adoptée en 1979 et entrée en vigueur en 1981. Les États parties à la CEDAW sont tenus d'inscrire l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans leurs institutions et de présenter au comité de la CEDF, des rapports périodiques, au moins tous les quatre ans, sur l'état de la mise en œuvre et de l'avancement de la situation des femmes dans leurs pays. Elle définit la discrimination à l'égard des femmes comme toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe, qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits humains et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, sociale, culturel et civil ou dans tout autre domaine (Article 1). Les dispositions de la CEDAW s'appliquent logiquement aux FDDH.

²¹ <https://undocs.org/fr/A/RES/68/181>

L'État algérien a ratifié la CEDAW par l'Algérie en 1996 (JO / N6DU24.01.1996) avec des réserves sur les articles 2, 9-2, 15-4, 16, 29-1. Depuis, une seule réserve, celle sur l'article 9 /alinéa 2 a été retirée (Décret présidentiel n° 08-426 du 28 décembre 2008 portant levée de la réserve de l'Algérie sur l'article 9.2 de la CEDAW-notification au SG des Nations unies le 16 juillet 2009) – Le Protocole additionnel à la CEDAW n'est pas encore ratifié par l'Algérie.

La Résolution sur les mesures de protection et de promotion du travail des femmes DDH de 2016²² :

À travers cette résolution, la commission africaine rappelle les instruments de DH internationaux et africains en rapport avec les droits des femmes notamment le Protocole de Maputo ainsi que les instruments en rapport avec la protection des DDH dont les femmes, et reconnaît l'environnement difficile dans lequel opèrent les femmes DDH.

La Résolution sur la nécessité d'adopter des mesures légales pour la protection des femmes DDH en Afrique – (CADHP/Rés. de 2018)²³

Sur la base des instruments internationaux et africains relatifs aux DH et ceux en rapport avec la protection des DDH dont les femmes. Ainsi que les conclusions issues du rapport de la Commission sur la situation des femmes DDH en Afrique de 2014 ; La Commission affiche sa préoccupation par la recrudescence des actes de discrimination, pratiques stigmatisantes, violence et maltraitance, voire torture, dont sont victimes les femmes défenseuses. Actes qui sont souvent justifiés selon elle, par des normes socio-culturelles et religieuses. La Commission a demandé, via cette résolution, aux États parties, entre autres, d'adopter des mesures légales spécifiques pour assurer leur protection.

Mécanismes à saisir

Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences (auprès des Nations Unies)

<https://www.ohchr.org/FR/Issues/Women/SRWomen/Pages/SRWomenIndex.aspx>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Office des Nations Unies à Genève

814, avenue de la Paix

1211 Genève 10

Suisse

Bureau de New York

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Organisation des Nations Unies

New York, NY 10017

États-Unis d'Amérique

<https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet29fr.pdf>

Rapporteuse Spécial sur les Droits des Femmes (Auprès de la Commission africaine)

https://www.achpr.org/public/Document/file/French/Rules%20of%20Procedure%202020_FRE.pdf

Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

P.O. Box 673, Banjul - The Gambia

Tél. : 220 392962

Fax : 220 390764

Email: Achpr@Achpr.Gm

Site Web: www.Achpr.Org

Références :

- <https://www.chr.up.ac.za/images/publications/centrepublishations/documents/French-CHRD.pdf>
- Portail du Droit Algérien : <https://droit.mjustice.dz>
- Site du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales : <https://www.interieur.gov.dz/index.php/fr/>
- Site des Nations Unies : <https://www.un.org/fr/>
- Site de l'Union africaine : <https://au.int/fr/node/3587>

²² https://www.achpr.org/fr_sessions/resolutions?id=252

²³ https://www.achpr.org/fr_sessions/resolutions?id=430

https://www.achpr.org/public/Document/file/French/Rules%20of%20Procedure%202020_FRE.pdf

اللجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب

صندوق البريد 673 بانجول، غامبيا

الهاتف: 220 392962

الفاكس: 220 390764

البريد الإلكتروني: Achpr@Achpr.Gm

الوقع الإلكتروني: Www.Achpr.Org

المراجع:

<https://www.chr.up.ac.za/images/publications/centrepublishments/documents/French-CHRD.pdf>

بوابة القانون الجزائري: <https://droit.mjjustice.dz>

موقع وزارة الداخلية والجماعات المحلية: <https://www.interieur.gov.dz/index.php/fr/>

موقع الأمم المتحدة: <https://www.un.org/fr/>

موقع الاتحاد الإفريقي: <https://au.int/fr/node/3587>

الهيئات التي ينبغي إخطارها:

المقررة الخاصة (الأممية) المعنية بالعنف ضد المرأة، وبقضاياها وتبعاتها

<https://www.ohchr.org/FR/Issues/Women/SRWomen/Pages/SRWomenIndex.aspx>

المفوضية الأممية السامية لحقوق الإنسان

مكتب الأمم المتحدة بجنيف

814، نهج السلام

1211 جنيف 10

سويسرا

مكتب نيويورك

المفوضية الأممية السامية لحقوق الإنسان

هيئة الأمم المتحدة

نيويورك، 10017

الولايات المتحدة الأمريكية

<https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet29fr.pdf>

المقررة الخاصة المعنية بالمرأة (لدى اللجنة الإفريقية)

الآراء المنشورة في هذا التقرير تعبر عن وجهة نظر أصحابها ولا تعكس بالضرورة آراء المفوضية الأوربية أو سلطات البلدان المعنية.

تعدّ اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (المعروفة باتفاقية سيداو)

«الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الخاصة بالمرأة»، وهي تشكل الاتفاقية الدولية الأكمل والأشمل بشأن حقوق المرأة. وقد اعتمدت في العام 1979 ودخلت حيز التنفيذ في العام 1981. تلتمز الدول الأطراف في اتفاقية سيداو بإدراج المساواة في الحقوق بين المرأة والرجل في مؤسساتها وتقديم تقارير دورية للجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة، كل أربع سنوات على الأقل، بشأن تنفيذ الاتفاقية وحالة التقدم المحرز في مجال النهوض بوضع المرأة في بلدانهم.

تحدد الاتفاقية «التمييز ضد المرأة» بأنه أي تفرقة أو استبعاد أو تقييد يتم على أساس الجنس ويكون من آثاره أو أغراضه، تقييد أو إحباط الاعتراف للمرأة بحقوق الإنسان والحريات الأساسية في الميادين السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والمدنية أو في أي ميدان آخر، أو تقييد أو إحباط تمتعها بهذه الحقوق أو ممارستها لها، بصرف النظر عن حالتها الزوجية وعلى أساس المساواة بينها وبين الرجل (المادة 01).

تطبق أحكام اتفاقية سيداو منطبقاً على اتصالات الدفاع عن حقوق الإنسان.

صادقت الدولة الجزائرية على اتفاقية سيداو في العام 1996

(الجريدة الرسمية رقم 06 بتاريخ 01. 24. 1996 مع تحفظ واحد المواد 1-29، 4-15، 2-9، 2. ومذ ذلك، تم سحب تحفظ واحد فقط، وهو المتعلق بالمادة 9 / الفقرة 2 (المرسوم الرئاسي رقم 08-426 المؤرخ 28 ديسمبر 2008 يتضمن رفع تحفظ الجزائر على المادة 9-2 من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة - إخطار مُرسل إلى الأمين العام للأمم المتحدة بتاريخ 16 يوليو 2009) - أما البروتوكول الإضافي للاتفاقية فلم تصادق عليه الجزائر بعد.

• القرار 21 الخاص بتدابير حماية وتعزيز عمل المدافعات عن حقوق الإنسان لعام 2016:

تشير اللجنة الأفريقية من خلال هذا القرار إلى الصكوك الدولية والأفريقية لحقوق الإنسان المتعلقة بحقوق المرأة ولاسيما بروتوكول مابوتو وكذلك الصكوك المتعلقة بحماية المدافعين عن حقوق الإنسان بما فيها حقوق المرأة، وتعتبر بالبيئة الصعبة التي تنشط فيها المدافعات عن حقوق الإنسان.

• القرار 22 الخاص بضرورة اعتماد تدابير قانونية لحماية المدافعات عن حقوق الإنسان في إفريقيا:

بناءً على الصكوك الدولية والأفريقية المتعلقة بحقوق الإنسان وتلك المتعلقة بحماية المدافعين عن حقوق الإنسان بمن فيهم النساء، وبالإضافة إلى الاستنتاجات التي توصل إليها تقرير اللجنة عن حالة المرأة المدافعة عن حقوق الإنسان في إفريقيا لعام 2014، أعربت اللجنة عن قلقها إزاء تصاعد أعمال التمييز والوصم بالعار والعنف وسوء المعاملة، وحتى التعذيب التي تتعرض لها المدافعات عن حقوق الإنسان. وهي أفعال غالباً ما تبرر، حسب اللجنة، بمعايير اجتماعية وثقافية ودينية. ودعت اللجنة، من خلال هذا القرار، الدول الأطراف إلى اعتماد، ضمن جملة من الأمور الأخرى، تدابير قانونية محددة لضمان حمايتهن.

(يراجع: http://www.redhac.info/documents/Rapport_ (REDHAC_FRANCAIS.pdf).

الآليات التي ينبغي إخطارها:

يراجع النظام الداخلي للجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب للعام 2020 https://www.achpr.org/public/Document/file/2020_French/Rules%20of%20Procedure%202020_FRE.pdf

للتواصل والاتصال : https://www.achpr.org/fr_
communicationsprocedure

صندوق البريد 673 ، بانجول - غامبيا

الهاتف: 220 392962

الفاكس: 220 390764

البريد الإلكتروني: Achpr@Achpr.Gm

الموقع الإلكتروني: www.achpr.org

الصكوك والآليات الخاصة بحماية المدافعات عن حقوق الإنسان

نذكر فيما يلي الصكوك الأساسية الرئيسية الخاصة بالمدافعات عن حقوق الإنسان:

• **القرار رقم 68/181** بشأن تعزيز الإعلان المعني بحق ومسؤولية الأفراد والجماعات وهيئات المجتمع في تعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية المعترف بها عالمياً: المتعلقة بحماية المدافعات عن حقوق الإنسان/المدافعون عن حقوق المرأة:20:

- اعتمده الجمعية العامة بتاريخ 18 ديسمبر 2013.
- أعربت الجمعية العامة في هذا القرار عن قلقها البالغ إزاء العنف والاعتداءات، لاسيما المنهجية منها، المرتكبة ضد المدافعات عن حقوق الإنسان.
- وتشير فيه إلى تأثير وانعكاس عدم المساواة التاريخية والهيكلية التي تطبع العلاقة بين المرأة والرجل وتتسبب في التمييز ضد المرأة بما في ذلك المدافعات عن حقوق الإنسان ووصم عملهن بالعار.

واستناداً إلى المبادئ والأغراض المنصوص عليها في ميثاق الأمم المتحدة وكذا في الصكوك الأخرى ذات الصلة، بما في ذلك اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (سيداو)، تهيب الجمعية العامة بالجهات الفاعلة المختلفة بما في ذلك الدول ومؤسساتها والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان وآليات الأمم المتحدة والآليات الإقليمية لأخذ هذه المسألة بعين الاعتبار ومعالجتها. وتحث الدول على الاعتراف بالدور «الرئيسي والشرعي» الذي تلعبه المدافعات عن حقوق الإنسان وكذلك المدافعين عن حقوق المرأة في تعزيز وحماية حقوق الإنسان والديمقراطية وسيادة القانون والتنمية. كما تحث الدول أيضاً على العمل بجهد لمنع الانتهاكات ضد المدافعات عن حقوق الإنسان من خلال تدابير ملموسة.

أنشأت اللجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب صكوك وآليات من خلال قرارات كُرست خصيصاً لحماية حقوق الإنسان والمدافعين عنها، نذكر منها:

- إعلان وخطة عمل جراند باي لعام 1999 (جرز الموريس): وهو صك غير ملزم يدعو، ضمن جملة أمور أخرى، الدول الأعضاء إلى اتخاذ التدابير المناسبة لتنفيذ إعلان الأمم المتحدة بشأن المدافعين عن حقوق الإنسان.
- إعلان كيغالي (غامبيا) لعام 2003: وهو غير ملزم أيضاً، ولكنه يعترف بدور منظمات المجتمع المدني والمدافعين عن حقوق الإنسان في حماية هذه الحقوق في إفريقيا. ويدعو الدول الأعضاء والمؤسسات الإقليمية إلى حمايتهم وتشجيع مشاركتهم في عمليات صنع القرار.
- القرار رقم 69 (CADHP/RES.69XXXV) الذي أُنتِشت بموجبه آلية المقرّر الخاص المعني بالمدافعين عن حقوق الإنسان والمنسق المعني بالأعمال الانتقالية في إفريقيا، والذي ينصّ اختصاصه على ما يلي:
 - التماس واستلام ودراسة المعلومات المتعلقة بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان في إفريقيا؛
 - تقديم تقارير حول حالة المدافعين عن حقوق الإنسان في إفريقيا في كل دورة عادية تعقدها اللجنة الإفريقية.
 - التعاون وإقامة حوار مع الحكومات والمؤسسات الوطنية والهيئات ما بين حكومية والآليات الدولية والإقليمية المعنية بحماية المدافعين عن حقوق الإنسان، ومع المدافعين عن حقوق الإنسان وغيرهم من الشركاء،
 - إعداد استراتيجيات فعالة، والتوصية بها، من أجل تحسين حماية المدافعين عن حقوق الإنسان ومتابعة تطبيق هذه التوصيات.
 - زيادة الوعي وتشجيع تنفيذ إعلان الأمم المتحدة الخاص بالمدافعين عن حقوق الإنسان في إفريقيا.

يهيب هذا القرار بالحكومات إلى التعاون مع الممثل (ة) الخاص (ة) للأمين العام.

• **القرار الخاص بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان في إفريقيا لعام 2016** (CADHP/Rés.345(LVIII)): تشجع اللجنة من خلال هذا القرار الدول الأطراف على اعتماد قوانين محددة بشأن حماية المدافعين عن حقوق الإنسان.

• **القرار الخاص بحماية وتعزيز عمل المدافعات عن حقوق الإنسان لعام 2016** (CADHP/RES.336(EXT.OS/XIX)) والذي تعترف اللجنة الإفريقية بموجبه بالبيئة الصعبة التي تنشط فيها المدافعات عن حقوق الإنسان والحافّة بعقبات خاصّة، مع التأكيد على أهمية تنفيذ الدول للأئحة الأممية المتعلقة بالمدافعين عن حقوق الإنسان/المدافعات عن حقوق المرأة (A / RES / 68/181) للعام 2013 .

• **المبادئ التوجيهية حول حرية تكوين الجمعيات والتجمع في إفريقيا:** اعتمدها اللجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب في عام 2017.

• **آلية الممثل (ة) الخاص (ة) المعني (ة) بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان** (يراجع/ <https://www.ohchr.org/FR/Issues/SRHRDefenders/Pages/Mandate.aspx>).

في العام 2000، أنشأت الأمم المتحدة آلية مخصصة لمتابعة الإعلان وتنفيذه من خلال قرار لجنة حقوق الإنسان 2000/61؛ ويتعلق الأمر بتولية ممثل (ة) خاص (ة) معني (ة) بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان 19. وتتضمن الاختصاصات الرئيسة المنوطة بهذه الولاية، وفقاً للأئحة المذكورة آنفاً، في:

- التماس واستلام ودراسة المعلومات المتعلقة بحالة وبحقوق أي شخص يتصرف بمفرده أو بالاشتراك مع آخرين في مجال حقوق الإنسان - والتصرّف بناء على ذلك - بالإضافة إلى تعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية؛
- التعاون وإقامة حوار مع الحكومات والجهات الفاعلة الأخرى المهمة بتعزيز الإعلان وتنفيذه بفعالية؛
- التوصية باستراتيجيات فعالة لتحسين حماية المدافعين عن حقوق الإنسان ومتابعة هذه التوصيات.

تهيب هذا اللائحة بالحكومات إلى التعاون مع الممثل (ة) الخاص (ة) للأمين العام.

الآليات التي ينبغي إخطارها:

الآليات المرتبطة بمجلس حقوق الإنسان. بالإضافة إلى الآليات الصادرة عن معاهدات حقوق الإنسان التي ينطوي التصديق عليها على التزامات تعاقدية فيما يتعلق بتطبيق أحكام المعاهدات وتنفيذها. (يراجع: المعاهدات التي صادقت عليها الدولة الجزائرية في هذا المجال: <http://www.mae.gov.dz/Les-instruments-ratifies-par-lAlgerie.aspx> والآليات الرئيسة: <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/Pages/HumanRightsBodies.aspx>)

المفوضية الأممية السامية لحقوق الإنسان
مكتب الأمم المتحدة بجنيف

814، نهج السلام

1211 جنيف 10

سويسرا

مكتب نيويورك

المفوضية الأممية السامية لحقوق الإنسان
هيئة الأمم المتحدة

نيويورك، 10017

الولايات المتحدة الأمريكية

<https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet29fr.pdf>

على الصعيد الإفريقي

19. عيّن الأمين العام الأممي السيدة هينا جيلاني في 2003 وجَدّد ولايتها لمدة 4 سنوات أخرى في 2007. ثم خلفها ممثلين آخرين.

الهيئة الوطنية التي ينبغي إخطارها:

نقابة المحامين/الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين (<http://www.unoa.dz/membres>)

الاستفادة من الأحكام المكرسة على الصعيد الدولي والإقليمي (الإفريقي):

تعزز الاعتراف بوضع المدافعين/المدافعات عن حقوق الإنسان من خلال صكوك وآليات لحياتهم وحماية عملهم. وثمة، بالإضافة إلى الصكوك والآليات الدولية (الأممية)، صكوك وآليات إقليمية.

على الصعيد الدولي

تعُدّ الجزائر طرفاً في الاتفاقية رقم 87 المعنية بالحرية النقابية وحماية الحق النقابي وكذلك الاتفاقية رقم 98 بشأن حق التنظيم والمفاوضة الجماعية.

تنصّ الاتفاقية (رقم 87) المعنية بالحرية النقابية وحماية الحق النقابي 18 للعام 1948 على أن: «كلّ عضو في منظمة العمل الدولية، تكون هذه الاتفاقية نافذة إزاءه، يتعهد باتخاذ جميع التدابير اللازمة والمناسبة لضمان تمكين العمال وأصحاب العمل من ممارسة حق التنظيم النقابي بحرية».

يتم متابعة تطبيق اتفاقيات منظمة العمل الدولية

من خلال آلية منتظمة لمتابعة تطبيق المعايير:

[https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXP:\(UB:11100:0::NO::P11100_COUNTRY_ID:102571](https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXP:(UB:11100:0::NO::P11100_COUNTRY_ID:102571)

• إعلان حماية المدافعين عن حقوق الإنسان: الذي أُعدّ بموجب اللائحة الأممية 53/144 التي اعتمدها الجمعية العامة في 9 ديسمبر 1998.

أما تسميته الكاملة فهي «الإعلان المتعلق بحق ومسؤولية الأفراد والجماعات وهيئات المجتمع في تعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية المعترف بها عالمياً».

(يراجع: https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Defenders/Declaration/declaration_fr.pdf)

هذا الإعلان غير ملزم قانوناً، ولكنه يتطرق إلى حقوق مكرسة في صكوك دولية ملزمة قانوناً.

وهو يرى أن العالم يجب أن يتطور في خضم حركة عالمية مواتية لحقوق الإنسان. لذلك فهو يستهدف بشكل خاص الدول الأعضاء في الأمم المتحدة والمدافعين عن حقوق الإنسان.

ويحثّ هذا الإعلان الدول على دعم وحماية المدافعين عن حقوق الإنسان في سياق ممارسة أنشطتهم. ويحث، بالمثل، المدافعين عن حقوق الإنسان على الاضطلاع بأنشطة سلمية.

القانون المتعلق بممارسة مهنة المحاماة

تخضع ممارسة مهنة المحاماة لأحكام القانون رقم 07-13 المؤرخ في 29 أكتوبر 2013.

يتعلق الأمر بمهنة حرة ومستقلة 16 تعمل على «حماية وحفظ حقوق الدفاع وتساهم في تحقيق العدالة واحترام مبدأ سيادة القانون» (المادة 2).

تتولى وزارة العدل منح الاعتماد لممارسة مهنة المحاماة. وبناءً عليه، يسجّل المترشح/المترشحة في نقابة المحامين (الجدول).

تنصّ المادة 32 على ما يلي: «لا يمكن لأي شخص أن يتخذ صفة محام ما لم يكن مسجلاً في جدول المحامين، تحت طائلة العقوبات المقررة لجريمة انتحال صفة، المنصوص عليها في قانون العقوبات».

يؤدي المترشح/المترشحة المسجّل في نقابة المحامين اليمين أمام المجلس القضائي 17.

يجب على المحامي أن يراعي الالتزامات التي تفرضها عليه القوانين والأنظمة وتقاليد المهنة وأعرافها. كما يلتزم، في إطار ممارسة مهامه، بالاحترام الواجب تجاه القضاة والجهات القضائية وبارتداء البذلة الرسمية خلال الجلسات (المادة 9).

يمنع على المحامي إبلاغ الغير بمعلومات أو وثائق تتعلق بقضية أسندت إليه والدخول في جدال يخص تلك القضية (المادة 13). يجب على المحامي في كل الحالات أن يحافظ على أسرار موكله وأن يكتف السّر المهني.

كما يلتزم أيضاً بالحفاظ على سرية التحقيق (المادة 14).

أما المادة 22 فتتضمن على حرمة مكتب المحامي التي لا يمكن انتهاكها. إذ لا يتم تفتيش أو حجز في مكتب المحامي إلا من قبل القاضي المختص بحضور نقيب المحامين أو مندوبه أو بعد إخطارهما قانوناً. وعليه تعُدّ باطلة الإجراءات المخالفة للأحكام المنصوص عليها في هذه المادة.

يستفيد المحامي بمناسبة ممارسة مهنته من الحماية التامة للعلاقات ذات الطابع السري القائمة بينه وبين موكله، ومن ضمان سرية ملفاته ومراسلاته.

لا يمكن متابعة محام بسبب أفعاله وتصريحاته ومحرراته في إطار المناقشة أو المرافعة أثناء الجلسة (المادة 24).

وتنصّ المادة 26 على أن إهانة محام أو الاعتداء عليه أثناء ممارسة مهنته أو بمناسبة يعاقب عليه بموجب العقوبات المتعلقة بإهانة القاضي والمنصوص عليها في قانون العقوبات. وفي المجال التأديبي، يكون إخطار مجلس منظمة المحامين وفقاً لأحكام المادة 116.

يخضع النظام الداخلي لمهنة المحاماة لأحكام القرار المؤرخ في 19 ديسمبر 2015 المتضمن الموافقة على النظام الداخلي لمهنة المحاماة.

16 . يشترط للاتحاق مهنة المحاماة الحصول على شهادة الكفاءة لمهنة المحاماة وكذا متابعة تربص ميداني مدته سنتان (المادة 36).

17 . يتمثل نصّ اليمين كما تحدده المادة 34 فيما يلي: «أقسم بالله العلي العظيم أن أؤدي مهامي بأمانة وشرف، وأن أحافظ على السّر المهني، وعلى أخلاقيات وتقاليد المهنة وأهدافها النبيلة وأن أحترم قوانين الجمهورية».

18 . صادقت الجزائر على هذه الاتفاقية في 19 أكتوبر 1962.

يمكن أن تحل المنظمة النقابة إراديا أو بالطرق القضائية 14 بناء على دعوى من قبل السلطات العمومية المعنية.

تنص المادة 22 على أن «المنظمات النقابية ممنوعة من إدخال أي تغيير على قوانينها الأساسية، كما تمنع من ممارسة أي تمييز بين أعضائها من شأنه المساس بحرياتهم الأساسية».

يمنح هذا القانون تسهيلات للمندوب النقابي، إذ يحق له التمتع بحساب عشر (10) ساعات في الشهر مدفوعة الأجر كوقت عمل فعلي لممارسة مهامه. كما أن الوقت الذي يمضيه المندوبون النقابيون في الاجتماعات التي يستدعون إليها بمبادرة من المستخدم أو التي يقبلها بناء على طلب منهم لا يدخل في حساب الساعات الشهري الممنوح، كما لا تؤخذ بعين الاعتبار الغيابات التي يرخص بها المستخدم لتمكينهم من المشاركة في النشاطات وملتقيات التكوين النقابي.

يجب على المستخدم بموجب هذا القانون (المادة 48 منه) أن يُتيح الوسائل اللوجستية الضرورية لعقد الاجتماعات، وأن يوفّر محلا ملائما للمنظمات التي تضم أكثر من 150 عضوا.

تنص المادة 49 على إمكانية استفادة المنظمات النقابية، للعمال الأجراء الأكثر تمثيلا على الصعيد الوطني، من إعانات الدولة. كما تنص أحكام هذا القانون على تدابير الحماية ذكر منها منع التمييز، وممارسة الضغوط على العمال، أو التسريح التعسفي 15، أو العزل أو التحويل أو غيرها من العقوبات التأديبية بسبب الأنشطة النقابية الممارسة (المواد 50 و 51 و 53).

وتجدر الإشارة إلى أن هذا القانون قيد المراجعة بغية «تعزيز الحريات النقابية وترقية الحوار الاجتماعي» حسب بيان المسؤولين في القطاع.

وينص مشروع القانون الجديد على إدراج تسهيلات متصلة بشروط تأسيس الاتحادات والاتحادات والكنفدراليات النقابية. كما ينص أيضا على تعزيز الحماية الخاصة بالمندوبين النقابيين. إن القانون المعني بممارسة الحق النقابي مستوحى من الاتفاقيات الدولية الصادرة عن منظمة العمل الدولية التي تعدّ الجزائر طرفا فيها.

الهيئات الوطنية التي ينبغي إخطارها

الهيئات النقابية، وعند الاقتضاء، الجهات القضائية والمؤسسات الوطنية المختصة في حال نزاع مع السلطة العمومية المعنية (وزارة الداخلية والجماعات المحلية): المحكمة الإدارية / مجلس الدولة؛ مؤسسات حماية حقوق الإنسان والمواطن وترقيتها (براجع الفصل الأول).

14 . يمكن للجهات القضائية المختصة توقيف نشاط أي منظمة نقابية ووضع الأختام على أملاكها بناء على دعوى من قبل السلطات العمومية المعنية وحسب الشروط المنصوص عليها في هذا القانون (المادة 72)؛ يمكن أن يطلب من الجهات القضائية المختصة حل المنظمة النقابية بالطرق القضائية إذا كانت تمارس نشاطا مخالفا للقوانين المعمول بها أو غير منصوص عليه في قانونها الأساسي (المادة 03).

15 . تنص المادة 65 على أن أي تسريح لمندوب نقابي، يأتي خرقا لأحكام هذا القانون، يُعدّ باطلا وعديم الأثر. ويعاد إدماج المعني بالأمر في منصب عمله وترد إليه حقوقه بناء على طلب مفتش العمل، وبمجرد ما يثبت هذا الأخير المخالفة. في حالة تأكد رفض المستخدم الامتثال في أجل ثمانية أيام، يحرم مفتش العمل محضرا بذلك ويخطر الجهة القضائية المختصة التي تبثّ في أجل لا يمكن أن يتجاوز ستين يوما، بحكم نافذ، بصرف النظر عن الاعتراض أو الاستئناف.

تطبق الأحكام نفسها على الاتحادات والاتحادات والكنفدراليات النقابية.

تنص المادة 05 من هذا القانون على أن المنظمات النقابية مستقلة في تسييرها وتمييزها في هدفها وتسميتها عن أية جمعية ذات طابع سياسي. «ولا يمكنها الارتباط بها هيكليا أو عضويا ولا الحصول على إعانات أو هبات أو وصايا مهما كان نوعها من هذه الجمعيات ولا المشاركة في تمويلها، تحت طائلة تطبيق الأحكام المنصوص عليها في المادتين 27 و 30 من هذا القانون». تُراجع الأحكام الجزائية في الفقرة أدناه.

الشروط التي يقتضي هذا القانون توفّرها لتأسيس النقابات هي كالتالي:

- أن يكون الأعضاء من جنسية جزائرية (أصلية أو مكتسبة منذ عشر (10) سنوات على الأقل).
- أن يتمتعوا بحقوقهم المدنية والوطنية.
- أن يكونوا راشدين.
- ألا يكونوا قد صدر منهم سلوك مضاد للثورة التحريرية.

تؤسس المنظمة النقابية عقب جمعية عامة تأسيسية، ويصرّح بتأسيسها بعد إيداع تصريح التأسيس مرفوقاً بمُلَف 11 لدى السلطة العمومية المعنية 12 وبعد تسلّم وصل التسجيل. وبذلك، تكتسب المنظمة النقابية الشخصية المعنوية والأهلية المدنية التي تمكّنها من القيام بما يلي:

- التقاضي وممارسة الحقوق المخصصة للطرف المدني لدى الجهات القضائية المختصة عقب وقائع لها علاقة بغرضها وألحقت أضرار بمصالح أعضائها الفردية أو الجماعية، المادية والمعنوية.
- تمثيل أعضائها أمام السلطات العمومية.
- إبرام أي عقد أو اتفاقية أو اتفاق له علاقة بغرضها.
- اقتناء أملاك منقولة أو عقارية، مجانا أو بمقابل، لممارسة النشاطات المنصوص عليها في قانونها الأساسي ونظامها الداخلي.

تنص المادة 15 من هذا القانون على أنه «يمنع أي شخص معنوي أو طبيعي من التدخل في تسيير منظمة نقابية إلا في الحالات التي نص عليها القانون صراحة».

وفي إطار هذا القانون، يحق للمنظمات النقابية الانخراط في المنظمات النقابية الدولية أو الإقليمية. فيما أوضحت المادة 26 أن المنظمة النقابية لا تقبل الهبات والوصايا الواردة من منظمات نقابية أو هيئات أجنبية إلا بعد موافقة السلطة العمومية المعنية 13.

يمكن أن تكون للمنظمات النقابية مداخل ترتبط بنشاطاتها شريطة أن تُستخدم هذه المداخل في تحقيق الأهداف التي يحددها القانون الأساسي فقط.

11 . يتكون من قائمة تحمل أسماء وتوقيع الأعضاء المؤسسين وهيئات الإدارة وكذا حالتهم المدنية ومهنتهم وعناوين مساكنهم؛ نسختين مصادق عليهما طبق الأصل من القانون الأساسي؛ ومحضر الجمعية العامة التأسيسية.

12 . والي الولاية التي يوجد بها مقر المنظمات النقابية ذات الطابع البلدي أو المشترك بين البلديات أو الولاية؛ الوزير المكلف بالعمل فيما يخص المنظمات النقابية ذات الطابع المشترك بين الولايات أو المنظمات الوطنية.

13 . تتحقق السلطة العمومية المعنية من مصدرها ومبلغها واتفاقها مع الأهداف المسطرة في القانون الأساسي للمنظمة النقابية والضغوط التي يمكن أن تنشأ عليها.

يمكن تعليق 8 الاعتماد أو سحبه بمقرر من وزير الداخلية «عندما تقوم هذه الجمعية بممارسة نشاطات أخرى غير تلك التي تضمنها قانونها الأساسي أو تتدخل بصفة صريحة في الشؤون الداخلية للبلد المضيف أو تقوم بنشاط من شأنه أن يخل: بالسيادة الوطنية، بالنظام التأسيسي القائم، بالوحدة الوطنية أو سلامة التراب الوطني، بالنظام العام والآداب العامة، بالقيم الحضارية للشعب الجزائري». يجب على الجمعية الأجنبية كذلك أن تتوفر على حساب مفتوح لدى بنك محلي.

يمكن للجمعية المعترف لها من السلطة العمومية أن نشاطها ذو صالح عام و/ أو منفعة عمومية أن تستفيد من إعانات ومساعدات مادية من الولاية أو البلدية. يجب على الجمعية، وفقا لأحكام المادة 38، أن تتوفر على محاسبة مزدوجة معتمدة من قبل محافظ حسابات. وتنص المادة 39 على تعليق نشاط كل جمعية أو حله في حالة التدخل في الشؤون الداخلية للبلاد أو المساس بالسيادة الوطنية.9. وفيما يخص حل الجمعية، فيمكن أن يكون إراديا أو عن طريق القضاء من خلال المحكمة الإدارية في حال ما مارست الجمعية نشاطاً أو أنشطة خارجة عن تلك المنصوص عليها في قانونها الأساسي أو في حال حصولها على أموال أجنبية (تراجع المادة 30).

الجهات القضائية والمؤسسات الوطنية المختصة في حال نزاع مع السلطة العمومية المعنية (وزارة الداخلية والجماعات المحلية):

المحكمة الإدارية/مجلس الدولة، مؤسسات حماية حقوق الإنسان والمواطن وترقيتها10 (يراجع الفصل الأول).

القانون المتعلق بالنقابات

يمارس الحق النقابي وفقا لأحكام القانون رقم 14-90 الصادر في 02 جوان 1990. يحدد هذا القانون كيفية ممارسة هذا الحق الذي يطبق على مجموع العمال والأجراء وعلى المستخدمين. يحق لهؤلاء العمال الأجراء والمستخدمين الذين ينتمون إلى المهنة ذاتها أو قطاع النشاط نفسه، أن يكونوا منظمات نقابية، بغية الدفاع عن مصالحهم المادية والمعنوية. وبناءً عليه، يحق للعمال الأجراء والمستخدمين أن يكونوا منظمات نقابية أو ينخرطوا في منظمات موجودة شريطة الامتثال للتشريعات المعمول بها ذات الصلة بهذه المنظمات.

8 . لا يمكن أن يتجاوز تعليق نشاط الجمعية الأجنبية مدة (10) سنة (المادة 86)- يؤدي سحب الاعتماد إلى حل الجمعية الأجنبية. تتوفر الجمعية الأجنبية في حالة تعليق الاعتماد أو سحبه على أجل مدته أربعة (4) أشهر لرفع طعن بإلغاء القرار الإداري أمام الجهة القضائية الإدارية المختصة (المادة 69). يخضع التمويل الذي تستلمه الجمعية الأجنبية من الخارج، لتغطية نشاطاتها والذي يمكن أن يحدد سقفه عن طريق التنظيم، إلى التشريع الخاص بالصرف.

9 . يكون التعليق لمدة لا تتجاوز ستة (6) أشهر في حالة خرق المواد 51 و 81 و 91 و 82 و 03 و 55 و 06 و 36 من هذا القانون (المادة 04).

10 . يأتي إخطار هذه الهيئات بعد استنفاد كل سبل الطعن لدى الهيئات والجهات القضائية المختصة.

- يودع التصريح لدى والي الولاية المعنية قبل ثلاثة أيام على الأقل من تاريخ عقد الاجتماع.
- يمنح الوالي للمنظمون وصلاً بالتسجيل.

تنص المادة 16 على منع أي شخص معنوي أو طبيعي أجنبي عن الجمعية من التدخل في سيرها. تكتسب الجمعية الشخصية المعنوية والأهلية المدنية بمجرد اعتمادها، ما يتيح لها على وجه التحديد القيام بكل الإجراءات أمام الجهات القضائية المختصة وإنشاء شراكات مع السلطات العمومية (المادة 17).

يجب على الجمعية تقديم نسخ عن محاضر اجتماعاتها وتقريرها الأدبية والمالية السنوية إلى السلطة العمومية المختصة إثر انعقاد جمعية عامة عادية أو استثنائية، خلال مدة ثلاثين (30) يوماً الموالية للمصادقة عليها (المادة 19).

يمكن للجمعيات المعتمدة أن تنخرط في جمعيات أجنبية في ظل احترام القيم والثوابت الوطنية والأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها (المادة 22). يتم إعلام وزير الداخلية بهذا الانخراط مسبقاً والذي يطلب بدوره رأي وزارة الشؤون الخارجية. وفي الإطار ذاته، يمكن للجمعيات أن تقيم شراكات مع جمعيات أجنبية ومنظمات دولية غير حكومية بعد الحصول على الموافقة المسبقة للسلطات المختصة (المادة 23).

يمنع على الجمعيات الحصول على أموال ترد إليها من تنظيمات أجنبية ومنظمات غير حكومية أجنبية دون الموافقة المسبقة للسلطة المختصة (المادة 30). يجب تسجيل جميع موارد الجمعيات ومدخلها في حساب إيرادات ميزانية الجمعية.

تتمثل خصائص الجمعية الأجنبية في مفهوم هذا القانون في:

- أن يكون لها مقر بالخارج تم اعتمادها والاعتراف بها فيه،
- أن تكون مسيرة كلياً أو جزئياً من قبل أجنبي؛
- أن يكون من مؤسسيها أشخاصاً طبيعيين أجنبي؛

يخضع منح الاعتماد للجمعية الأجنبية للموافقة المسبقة لوزير الداخلية الذي يتعين عليه بدوره الحصول على رأي وزير الشؤون الخارجية والوزير المعني بالجمعيات. يندرج اعتماد جمعية أجنبية في إطار اتفاق بين الحكومة الجزائرية وحكومة البلد الأصلي للجمعية الأجنبية لترقية علاقات الصداقة والأخوة (المادة 63).

7 . لوزير الداخلية أجل ستين (60) يوماً لإعلان قراره المعلن. في حالة الرفض، يكون قراره قابلاً للطعن أمام الجهة القضائية الإدارية المختصة التي يجب أن تفصل في مشروع الانخراط في أجل ثلاثين (30) يوماً.

يشترط هذا القانون أن يُحدّد موضوع الجمعية بدقة وأن تعبّر تسميتها عن العلاقة بهذا الموضوع. كما يحدّد المجالات التي تنشط فيها الجمعيات كما يلي:

«ويشترك هؤلاء الأشخاص في تسخير معارفهم ووسائلهم تطوعاً ولغرض غير مربح من أجل ترقية الأنشطة وتشجيعها، لا سيما في المجال المهني والاجتماعي والعلمي والديني والتربوي والثقافي والرياضي والبيئي والخيري والإنساني». كما ينصّ كذلك على أن «موضوع نشاط الجمعية وأهدافها يجب أن يندرج ضمن الصالح العام وألا يكون مخالفاً للثوابت والقيم الوطنية والنظام العام والآداب العامة وأحكام القوانين والتنظيمات المعمول بها».

يعرّف القانون 06-12 المؤسسة في المادة 49 منه باعتبارها:

«هيئة ذات طابع خاص تنشأ بمبادرة من شخص أو عدة أشخاص طبيعيين أو معنويين عن طريق أيلولة أموال أو أملاك أو حقوق موجهة لترقية عمل أو نشاطات محددة بصفة خاصة». تنشأ المؤسسة بموجب عقد موثق. ولا يمكن أن يخالف موضوعها النظام العام أو يمس بالقيم والثوابت الوطنية. ويمكن للمؤسسة استلام هبات ووصايا حسب الشروط المنصوص عليها في التشريع المعمول به. تعتبر المؤسسة جمعية، في مفهوم هذا القانون، إذا تمّ التصريح بها لدى السلطة العمومية المختصة، وفي خلاف ذلك فإنها تسيّر بموجب قواعد القانون العام (المادة 51).

تتمثّل الشروط الإدارية اللازمة لإنشاء جمعية فيما يلي:

- تصريح بالتجمع العام ومكان انعقاده لدى الجهة المختصة بالولاية وفقاً لأحكام القانون 82-89 المؤرخ في 31 ديسمبر 1989 معدّل ومتمّم يتعلق بالتجمعات والتظاهرات العمومية.
- عقد جمعية عامة تأسيسية تجمع: خمسة وعشرين (25) عضواً مؤسساً منحدرين من اثنتي عشرة (12) ولاية على الأقل بالنسبة للجمعيات الوطنية؛ واحد وعشرين (21) عضواً مؤسساً منحدرين من ثلاث (3) ولايات على الأقل بالنسبة للجمعيات ما بين الولايات؛ خمسة عشر (15) عضواً مؤسساً منحدرين من بلديتين (2) على الأقل بالنسبة للجمعيات الولائية؛ وعشرة (10) أعضاء مؤسسين بالنسبة للجمعيات البلدية.
- جدول الأعمال: المصادقة على القانون الأساسي 6 وانتخاب الهيئة التنفيذية.

تعقد الجمعيات اجتماعاتها وفقاً للإجراءات التالية:

- إيداع تصريح لدى الولاية يُوقّعه ثلاثة (3) أشخاص منحدرين من الولاية المعنية تتمتعين بجميع حقوقهم المدنية.
- يُحدّد في التصريح موضوع الاجتماع وتاريخه وتوقيته ومدّته وعدد المشاركين فيه.

مع مجال نشاط الجمعية.

6. تتيح الإدارة للجمعية قانوناً أساسياً نموذجياً عبر الموقع: <https://www.interieur.gov.dz/images/pdf/StatAsso0212.pdf>

وسيط الجمهورية:

أُسّس بموجب المرسوم الرئاسي رقم 45-20 المؤرخ في 15 فبراير 2020 المتضمن تأسيس وسيط الجمهورية (تراجع الجريدة الرسمية رقم 09 الصادرة بتاريخ 19 فبراير 2020). وهو موضوع لدى رئيس الجمهورية ويستمدّ سلطته منه.

المحاور الأساسية لمهام وسيط الجمهورية حسب المرسوم المذكور

سالفاً: وسيط الجمهورية هيئة طعن غير قضائية تساهم في حماية حقوق المواطنين وحرّياتهم وفي قانونية سير المؤسسات والإدارات العمومية (المادة 2)؛ يُحوّل لوسيط الجمهورية صلاحيات المتابعة والرقابة العامة التي تسمح له بتقدير حسن علاقات الإدارة بالمواطنين.

وفي هذا الإطار، يمكن لأيّ شخص طبيعي يرى أنه وقع ضحية غبن بسبب خلل في تسيير مرفق عمومي أن يُخطر وسيط الجمهورية بعد استنفاد كل طرق الطعن (المادة 3)؛ لا يفصل وسيط الجمهورية في الطعون بين المرافق العمومية وأعوانها. كما لا يمكنه التدخل في أي إجراء قضائي أو أن يعيد النظر في أي مقرر قضائي (المادة 4)؛ يُحوّل لوسيط الجمهورية صلاحيات التحري التي تسمح له، بالتعاون مع الإدارات والمؤسسات المعنية، أن يقوم بالأعمال اللازمة لإنجاز مهامه. ولهذا الغرض، يُخطر أية إدارة أو مؤسسة يمكنها أن تقدّم مساعدة مفيدة له. كما يمكنه أن يطّلع على أية وثيقة أو ملف لهما صلة بالأعمال سالف الذكر. ويستثنى من مجال تطبيق أحكام هذه المادة، الميادين ذات الصلة بأمن الدولة، والدفاع الوطني، والسياسة الخارجية (المادة 5)؛ يتعيّن على المرفق العمومي المُخَطَر من وسيط الجمهورية أن يُقدّم في الآجال المعقولة كل الأجوبة عن المسائل المطروحة (المادة 9)؛ يمكن لوسيط الجمهورية أن يُخطر رئيس الجمهورية إذا لم يتلقَ جواباً مرضياً عن طلباته (المادة 10).

القوانين الوطنية

القانون المتعلق بالجمعيات

يُسيّر القانون 06-12 المتعلق بالجمعيات 4.

يحدد هذا القانون شروط وكيفيات إنشاء الجمعيات وتنظيمها وسيرها.

تعرف الجمعية على أنها تجمع أشخاص طبيعيين 5 و/ أو معنويين على أساس تعاقدية لمدة محددة أو غير محددة . ويكون

تجتمع هؤلاء الأشخاص لأغراض غير ربحية وبصفة تطوعية.

4 . هذا القانون قيد المراجعة. وقد تم الإعلان عن مراجعته في العام 9102؛ وبحسب بيان المسؤولين فإنه من المقرر تخفيف الإجراءات المطلوبة لتشكيلها وتشغيلها بالنظر للنداءات التي رفعها الفاعلون في الحركة الجمعوية والمتعلقة بالقيود التي يتعرضون لها. كما ينص مشروع تعديل هذا القانون على الاعتراف بجمعيات حقوق الإنسان وترقية المواطنة وعلى تكريس «المبادئ الديمقراطية واحترام الحريات الأساسية» في تسيير الجمعيات ومراعاة مبادئ عدم التمييز.

5 يجب على الشخص الطبيعي ألا يقلّ سنّه عن 81 عاماً، وأن يكون جزائري الجنسية، يتمتع بحقوقه المدنية والسياسية وألا يكون مداناً بجناية/جنحة تتعارض

تضمن الدولة عدم انتهاك حرمة الإنسان. وتحظر أي عنف بدني أو معنوي أو أي مساس بالكرامة. تضمن أحكام المادة 42 حرية الرأي. أما حرية التعبير، وتشكيل الجمعيات والتجمع والتظاهر السلمي فجميعها مضمونة بموجب أحكام المادة 48.

وتنص المادة 169 على الاعتراف بالحق في الدفاع وعلى تمتع المحامي بالضمانات القانونية التي تكفل له الحماية ضد أي شكل من أشكال الضغط وتمكنه من ممارسة مهنته بكل حرية وذلك في إطار القانون (المادة 170).

ينص مشروع دستور 2020 الجديد على تعزيز الضمانات المتعلقة بممارسة حرية الاجتماع والتجمع العام؛ وحرية إنشاء الجمعيات وإدارتها.

كما تنص أحكامه أيضاً على آليات التكفل بالنساء ضحايا العنف. ويتعلق الأمر بتعزيز «حماية المرأة من جميع أشكال العنف ووصول النساء ضحايا العنف إلى هياكل الاستقبال وأجهزة التكفل وإجراءات التظلم».

الآليات المؤسسية لحماية حقوق الإنسان والمواطنين/المواطنات وترقيتها.

مجلس الدولة والمحكمة الإدارية:

مجلس الدولة هيئة خاضعة للسلطة القضائية مقومة لأعمال الجهات الإدارية، وهو يضمن توحيد الاجتهاد القضائي الإداري في البلاد ويسهر على احترام القانون.

- يفصل بالدرجة الأولى والأخيرة في دعاوى الإلغاء والتفسير وتقدير المشروعية في القرارات الإدارية الصادرة عن السلطات الإدارية المركزية والهيئات العمومية الوطنية والمنظمات المهنية الوطنية؛
- كما يختص أيضاً في الفصل في دعاوى الاستئناف المرفوعة ضد الأحكام والأوامر الصادرة عن المحاكم الإدارية وفي الطعون بالنقض ضد الأحكام الصادرة في آخر درجة عن المحاكم الإدارية.

المحاكم الإدارية هي جهات الولاية العامة في المنازعات الإدارية، تختص بالفصل في أول درجة بحكم قابل للاستئناف أمام مجلس الدولة في جميع القضايا التي تكون الدولة أو الولاية أو البلدية أو إحدى المؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية طرفاً فيها. كما تختص كذلك بالفصل في دعاوى الإلغاء والدعاوى التفسيرية ودعاوى فحص المشروعية ودعاوى القضاء الكامل (من أجل تفاصيل أكثر يراجع: <https://www.mjustice.dz/fr/lordre-judiciaire-administratif>).

المجلس الوطني لحقوق الإنسان:

أنشئ المجلس بموجب المرسوم الرئاسي رقم 76-17 المؤرخ في 12 فبراير 2017 وفقاً لأحكام المواد 891 و 991 من الدستور، وهو موضوع لدى رئيس الجمهورية. يحدد القانون 13-16 الصادر في نوفمبر 2016 الشروط المتعلقة بتنظيمه وتشغيله كما يحدد مدة عهده (يراجع: <http://cndh.org.dz>)

كيف يمكن حماية المدافعات عن حقوق الإنسان وتنظيم الدفاع عنهن على الصعيد القانوني؟

الاستفادة من الإطار القانوني والمؤسسي الوطني ذي الصلة بالعمل النضالي للمدافعات عن حقوق الإنسان.

الدستور

يستند النظام القانوني المتعلق بضمانات حقوق الإنسان في الجزائر بشكل أساسي إلى أحكام الدستور والمعاهدات الدولية والإقليمية التي تعهدت الدولة طرفاً فيها. وتجدر الإشارة إلى أن الدولة الجزائرية تعتمد مبدأ أسبقية الالتزامات الدولية على القوانين الوطنية حسب ما ينص عليه الدستور في المادة 150 منه.

يكرس الدستور الجزائري مبدأ المساواة بين المواطنين والمواطنات في جميع المجالات وأمام القانون.

هذا ما جاء النص عليه في المواد التالية:

المادة 23: كل المواطنين سواسية أمام القانون. ولا يمكن أن يُدْرَع بأي تمييز يعود سببه إلى المولد، أو العرق، أو الجنس، أو الرأي، أو أي شرط أو ظرف آخر، شخصي أو اجتماعي.

المادة 43: تهدف المؤسسات إلى ضمان مساواة كل المواطنين والمواطنات في الحقوق والواجبات بإزالة العقبات التي تعيق تفتح شخصية الإنسان، وتحول دون المشاركة الفعلية للجميع في الحياة السياسية، والاقتصادية، والاجتماعية، والثقافية.

المادة 35: تعمل الدولة على ترقية الحقوق السياسية للمرأة بتوسيع حظوظ تمثيلها في المجالس المنتخبة. يحدد قانون عضوي كيفية تطبيق هذه المادة.

المادة 36: تعمل الدولة على ترقية التناصف بين الرجال والنساء في سوق التشغيل. تشجع الدولة ترقية المرأة في مناصب المسؤولية في الهيئات والإدارات العمومية وعلى مستوى المؤسسات.

يضمن الدستور حق إنشاء الجمعيات وينص على قيام الدولة بتشجيع ازدهار الحركة الجمعوية (المادة 54).

كما أن الحق النقابي مضمون كذلك (المادة 70).

تنص المادة 38 على ضمان الحريات الأساسية وحقوق الإنسان والمواطن؛

الدفاع الفردي أو عن طريق الجمعية عن الحقوق الأساسية للإنسان وعن الحريات الفردية والجماعية مضمون بموجب أحكام المادة 39.

وتنص المادة 40 على أن الدولة تضمن عدم انتهاك حرمة الإنسان. ويحظر أي شكل من أشكال العنف البدني أو المعنوي أو أي مساس بالكرامة.

يعاقب القانون على المعاملات الوحشية واللاإنسانية وكل ما يمس كرامة الإنسان وسلامته البدنية والمعنوية.

الجنسية، والأصولية، والعسكرة، والعولمة والسياسات الليبرالية الجديدة على حقوق هذه الفئة من النساء. يرتبط وضع هؤلاء النساء في المجتمع ارتباطاً وثيقاً بالأعراف الاجتماعية والثقافية وحتى الدينية في مناطق عدة من العالم. بالإضافة إلى ذلك، فإن مسؤولياتهن الأسرية، وخاصة تلك التي تندرج ضمن ما يسمى بـ«أعمال الرعاية3»، تزيد من حدة وضعهن وتعيق نشاطهن. نتيجة لذلك، تتطلب حماية المدافعات عن حقوق الإنسان اهتماماً خاصاً ولائقاً. وهذا ما دفع أنظمة حقوق الإنسان المختلفة إلى وضع صكوك وآليات حماية خاصة بالمدافعات عن حقوق الإنسان. لذلك، يولي هذا الدليل الذي بين أيدينا اهتماماً خاصاً بالنساء المدافعات عن حقوق الإنسان.

قُتلت بيرتا كاسيريس إحدى أبرز المدافعات عن حقوق الإنسان في مجال البيئة في 2 مارس 2016 على يد رجال مسلحين اقتحموا منزلها على ما يبدو بسبب عملها في مجال حقوق الإنسان. (راجع: <https://www.amnesty.org/download/Documents/ACT3060112017FRENCH.PDF>)

ما السبيل لتفادي حالات العنف والقمع إزاء المدافعات عن حقوق الإنسان؟

تواجه المدافعات عن حقوق الإنسان مخاطر العنف والقمع التي من شأنها عرقلة عملهن النضالي كما جاء التأكيد عليه في النقطة أعلاه. وقد تم تسليط الضوء كذلك على أسباب هذا العنف. ومن الضروري أثناء التحضير للعمل النضالي تحليل السياق وأصحاب المصلحة من أجل تحديد مخاطر الأخطار المحتملة. إدراك مخاطر اللجوء إلى العنف والقمع:

- ما مصلحة أولئك المعارضين للعمل النضالي؟
- كيف سيكون رد فعلهم؟

الاستباق:

- ما هي الموارد القانونية والتشريعية والتنظيمية التي تخدم العمل المتوخى؟
- ما هي الموارد القانونية والمؤسسية التي تحمي المناضلين في مجال حقوق الإنسان لاسيما النساء منهم؟

المجتمع المدني من جمعيات رسمية وغير رسمية مستقلة عن الدولة يستطيع المواطنون من خلالها أن يسعوا لتحقيق أهداف مشتركة ويشاركوا في الحياة السياسية والاجتماعية والثقافية لمجتمعهم وأن يخرطوا في جميع الأمور المتعلقة بالسياسة العامة والشؤون العمومية.

فيما عرفت الجمعية بأنها: «هيئة مستقلة منظمة وغير ربحية تقوم على أساس التجمع الطوعي لأفراد ذوي مصلحة مشتركة أو نشاط أو هدف مشترك. وقد تكون هذه الجمعية رسمية (بحكم القانون) أو غير رسمية (بحكم الواقع).

(أ) الجمعية الرسمية (بحكم القانون) هي جمعية ذات شخصية قانونية. (ب) الجمعية غير الرسمية (بحكم الواقع) هي جمعية لا تتمتع بالشخصية القانونية ولكنها تتمتع مع ذلك بشكل أو بآخر هيكل مؤسسي».

لماذا تعدّ المدافعات عن حقوق الإنسان في وضع خاص؟

يشكل الوضع الخاص للمدافعات عن حقوق الإنسان موضوع العديد من التقارير التي أعدّها الممثلون الخاصون المعنيون بحالة المدافعين/المدافعات عن حقوق الإنسان.

ففي العام 2011، قدّمت السيدة مارغريت سيكاغيا (Margaret Sekaggya) بصفتها المقررة الخاصة المعنية بوضع المدافعين/المدافعات عن حقوق الإنسان تقريرها الموسوم: «نساء مدافعات عن حقوق الإنسان: هدف واضح للعنف والقمع» إلى المجلس الأممي لحقوق الإنسان. وقد ركّز تقريرها أساساً على وضع النساء الناشطات في مجال حقوق الإنسان بما فيها حقوق المرأة، أو اللاتي يتولّين القضايا المرتبطة بالأنوع الاجتماعي. ويورد التقرير حالات التهديد بالقتل والاعتقالات، والاعتقالات، والحبس، والتجريم، والوصم بالعار والعنف الجنسي والاعتصاب (التبليغ عن 100 حالة بين 2004 و 2009).

ويذكر التقرير على وجه التحديد المخاطر التي تواجهها النقابيات والناشطات في مجال حقوق السكان الأصليين وفي مجال الحقوق العقارية والبيئة.

فيما أعدّ السيد ميشيل فورست (Michel Forst) بصفته المقرر الخاص المعني بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان تقريراً خاصاً بوضع النساء في العام 2019 بعنوان: «وضع النساء المدافعات عن حقوق الإنسان»، موضحاً فيه أن هذه الفئة من النساء يتعرضن للهجوم لأسباب متعددة ومعقدة تتعلق بالسياقات الخاصة التي يعملن فيها؛ وأن أفعالهن غالباً ما يُنظر إليها على أنها تعرقل أنظمة السلطة الأبوية والتغاير المعياري، مما يجعلهن عرضةً لتهديدات واعتداءات مضاعفة.

(راجع: http://www.adequations.org/IMG/article_PDF/article_a2540.pdf)

يركز السيد فورست في تقريره بشكل أساسي على المخاطر والعوائق الإضافية التي تواجهها المدافعات عن حقوق الإنسان بسبب نوعهن الاجتماعي. كما يسلط الضوء على أهمية مساهمتهم في تعزيز حقوق الإنسان وحمايتها.

ولذلك فهو يصف الظروف الصعبة التي يعملن فيها من خلال تحليل تأثير النظام الأبوي والتغاير المعياري، والأيدولوجية

هذا الدليل

- الشبكات والفيديرات الدولية والإقليمية للدفاع عن حقوق الإنسان (مثل: الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان، شبكة المدافعين عن حقوق الإنسان في بلدان إفريقيا الغربية)؛
- الجمعيات والرابطات المحلية (مثل الرابطات الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان)؛
- الأفراد (نساءً ورجالاً) الناشطون في المجال وهم في الغالب محامون/محاميات، وحقوقيون/حقوقيات ونقابيون/نقابيات أو من القطاع الخاص.

إلا أن ما يميّز المدافع عن حقوق الإنسان هو طبيعة عمله وانخراطه من أجل هذا العمل. والمقصود بهذه الطبيعة التزامه بترقية حقوق الإنسان وحمايتها كما نصّت عليه الصكوك الدولية والإقليمية لحقوق الإنسان. غالباً ما يمارس المدافعون/المدافعات عن حقوق الإنسان عملهم في إطار النشاط التطوعي باستثناء موظفي/موظفات المنظمات غير الحكومية وبعض الجمعيات التي تمارس نشاطها بصفة مهنية.

ما وضع المنظمات غير الحكومية ضمن النظام الدولي والإقليمي لحقوق الإنسان؟

من المجد أن نذكر بوضع المنظمات غير الحكومية بغية تبيان صفة المدافع/المدافعات عن حقوق الإنسان. ففي أدبيات الأمم المتحدة، يضم المجتمع المدني المنظمات غير الحكومية ومنظمات المجتمع المدني.

ويعتبر المجتمع المدني القطاع الثالث داخل الدولة أو المجتمع الذي يتكون من الحكومة (القطاع الأول) والقطاع الخاص (القطاع الثاني).

تستطيع المنظمات غير الحكومية المشاركة في عمل آليات الأمم المتحدة ذات الصلة. ويمكنها الحصول على وضع مستشار لدى المجلس الاقتصادي والاجتماعي، أو من خلال إدارة الأمم المتحدة للتواصل العالمي¹.

يتطلب الحصول على وضع مستشار شروطاً خاصة. وهي محدّدة في دليل وضعته الأمم المتحدة في متناول المنظمات غير الحكومية. http://csonet.org/content/documents/French_Booklet_High.pdf .

جاء تعريف المجتمع المدني في المبادئ التوجيهية المتعلقة بحرية تكوين الجمعيات والتجمع في أفريقيا² على النحو التالي: «يتألف

الغرض منه

هذا الدليل موجه لأشخاص ومنظمات المجتمع المدني الناشطين في مجال حقوق الإنسان، والذين يواجهون قيوداً، بل حتى أعمالاً انتقامية، أثناء أدائهم لعملهم النضالي يوميًا. وهو يولي اهتماماً خاصاً بفئة النساء المدافعات عن حقوق الإنسان نظراً لارتباط خصوصيات نوعهن الاجتماعي بدورهن ووضعهن في المجتمع. ويهدف هذا الدليل إلى تزويد أعضاء المجتمع المدني بإرشادات قانونية ومؤسسية مفيدة بغية التكفل بمسائل حماية المدافع/المدافعات عن حقوق الإنسان والدفاع عنهم. وعليه، يشير هذا الدليل إلى التقارير الصادرة أساساً عن آليات حماية حقوق الإنسان بما في ذلك تلك المخصصة لحماية المدافع عن حقوق الإنسان ومنهم، على وجه التحديد، فئة النساء.

صاحب المبادرة

أعدّ هذا الدليل في إطار تنفيذ مشروع 'حواء: تحالفات وأختية المدافعات عن حقوق المرأة للدفاع عن حقوق المرأة وترقيتها في مالي والجزائر'. وقد تولت اللجنة الدولية لتنمية الشعوب (CISP) تنفيذ هذا المشروع بالشراكة مع جمعيتين جزائريتين هما: جمعية 'نساء جزائريات مطالبات بحقوقهن' وجمعية 'نجدة: نساء في شدة'.

من هم المدافعون/المدافعات عن حقوق الإنسان؟

يُقصد بالمدافع/المدافعة عن حقوق الإنسان في اصطلاح الأمم المتحدة: «كل شخص يسعى، بمفرده أو بالاشتراك مع غيره، إلى ترقية حقوق الإنسان أو حمايتها».

ويُعدّ «الإعلان المتعلق بحق ومسؤولية الأفراد والجماعات وهيئات المجتمع في تعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية المعترف بها عالمياً» أول صك دولي أرسى وضع المدافع/المدافعات عن حقوق الإنسان، وهو ما يُعرف باسم إعلان المدافع عن حقوق الإنسان.

ويُعرف هذا الإعلان، في ديباجته، المدافع عن حقوق الإنسان بأنهم: «أفراد وجماعات ورابطات تساهم في القضاء الفعّال على جميع انتهاكات حقوق الإنسان والحريات الأساسية للشعوب والأفراد».

وبناءً عليه، يمكن أن تحدّد قائمة بالفئات التالية اشتمالاً لا حصراً:

- المنظمات غير الحكومية الدولية مثل: (منظمة العفو الدولية) ومنها المنظمات المتخصصة (مثل: أطباء بلا حدود، مقرر

بلا حدود، اللجنة الدولية لحقوقيين)؛

1 . <https://www.un.org/fr/sections/departments/department-global-communications/>

2 http://www.redhac.info/documents/Rapport_REDHAC_FRANCAIS.pdf -

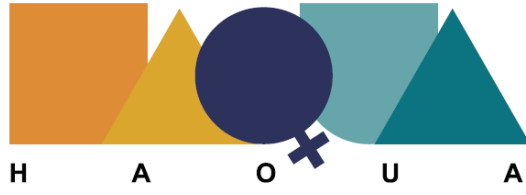
فهرس الموضوعات

00.....	هذا الدليل:
00.....	الغرض منه.
00.....	صاحب المبادرة.
00.....	من هم المدافعون/المدافعات عن حقوق الإنسان؟
00.....	ما وضعُ المنظمات غير الحكومية ضمن النظام الدولي والإقليمي لحقوق الإنسان؟
00.....	لماذا تعدُّ المدافعات عن حقوق الإنسان في وضع خاص؟
00.....	ما السبيل لتلافي حالات العنف والقمع إزاء المدافعات عن حقوق الإنسان؟
00.....	كيف يمكن حماية المدافعات عن حقوق الإنسان وتنظيم الدفاع عنهنَّ على الصعيد القانوني؟
00.....	الاستفادة من الإطار القانوني والمؤسَّساتي الوطني ذي الصلة بالعمل النضالي للمدافعات عن حقوق الإنسان
00.....	• الدستور
00.....	• الآليات المؤسَّساتية لحماية حقوق الإنسان والمواطنين/المواطنات وترقيتها
00.....	• القوانين الوطنية
00.....	الاستفادة من الأحكام المكرَّسة على الصعيد الدولي والإقليمي (الإقليمي)
00.....	• على الصعيد الدولي
00.....	• على الصعيد الإقليمي
00.....	صكوك وآليات خاصة بحماية المدافعات عن حقوق الإنسان
00.....	اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة

الدليل القانوني

من أجل الدفاع عن حقوق الإنسان
وحقوق المرأة على وجه الخصوص

عائشة زناي



ALLIANCES ET SORORITÉ FEMMES ALGÉRIE MALI

Les opinions exprimées dans ce produit représentent les points de vue des auteures et ne reflètent pas nécessairement ceux du CISP, de l'Union Européenne ou des autorités concernées

Avec le soutien financier
de l'Union Européenne

CISP
COMITATO INTERNAZIONALE
PER LO SVILUPPO DEI POPOLI



SOS
femmes
النساء
في الشدّة
en détresse

fard
femmes
algériennes
revendiquant
leurs droits

